



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

DIRECTION GÉNÉRALE
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

SOUS DIRECTION
DES FINANCES LOCALES ET DE
L'ACTION ÉCONOMIQUE

Bureau du financement des transferts de
compétences

Référence : Décentralisation-acte II /
Compensation financières - Éléments Chiffrés /
Circulaire LFR 2008 / Circulaire compensation
LFR 2008

DGCL/n°28 916 / PSI

AFFAIRE SUIVIE PAR :
Delphine EGAULT,
Tél. : 01.49.27.68.67
Télécopie : 01.40.07.68.30
delphine.egault@interieur.gouv.fr

Paris, le 08 janvier 2009

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer
et des collectivités territoriales

à

Mesdames et messieurs les préfets de
département

Messieurs les préfets de régions

(métropole et DOM)

CIRCULAIRE N° NOR/INT/B/09/00005/C

- Objet : - Compensation financière des transferts de compétences prévue, pour 2008 et 2009, par la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Éléments définitifs votés dans le cadre de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 ;
 - Loi n°2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008.

P. J. : 9 annexes.

La présente circulaire :

- confirme les éléments figurant dans ma circulaire du 29 décembre 2008 s'agissant de la compensation financière, prévue par la loi de finances pour 2009, des transferts de compétences issus de la loi du 13 août 2004 ;
- présente les dispositions **de la loi de finances rectificative pour 2008** ajustant la compensation financière des transferts de compétences prévues par la loi du 13 août 2004.

I – LA LOI DE FINANCES POUR 2009

Par circulaire n°NOR/INT/B/08/00186/C du 29 décembre 2008, je vous communiquais les montants et les modalités de compensation des transferts de compétences effectués en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Je vous confirme que l'ensemble des montants figurant dans ma circulaire précitée du 29 décembre 2008 correspondent à ceux adoptés par le Parlement, aux articles 29 (compensation des transferts aux régions) et 30 (compensation des transferts aux départements) de la loi de finances pour 2009. Vous pouvez donc confirmer aux présidents de conseils régionaux et généraux ces éléments de compensation.

II – LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2008

La loi de finances rectificative comporte deux types de mesures intéressant les collectivités territoriales :

- des **ajustements pérennes** de compensation financière des transferts de compétences prévues par la loi du 13 août 2004 ;
- des **versements non pérennes** de compensation financière des transferts de compétences.

1 – La loi de finances rectificative pour 2008 procède à des ajustements pérennes de compensation financière des transferts de compétences prévues par la loi du 13 août 2004

Afin de respecter le principe de concomitance des transferts et de leur compensation, principe constitutionnellement garanti, des crédits sont inscrits à titre provisionnel dans la loi de finances. Une fois arrêté le montant définitif des compensations, les ajustements sont faits dans la loi de finances rectificative la plus proche.

Les tableaux ci-joints ([annexes 1 à 3](#)) vous présentent pour chaque collectivité (départements, régions et régions d'outre-mer) les ajustements intervenus au titre de la LFR.

Dans ce cadre, la LFR procède aux ajustements intervenus sur le droit à compensation des collectivités territoriales au titre des compétences transférées en 2008. Elles visent ainsi à octroyer notamment à chaque collectivité le différentiel entre le droit définitif à compensation et ce montant provisionnel fixé par la loi de finances.

Ces ajustements concernent :

Les transferts des personnels de l'Equipement - [Transfert de services 2007](#)

- **La compensation des personnels RNIL/RD/FSL:**
 - Les agents non titulaires de droit public : les montants définitifs de la compensation (hors cotisations chômage) ont été approuvés par la CCEC lors de la séance du 13 novembre 2008. La LFR procède donc à la rectification du montant provisoire inscrit en LFI pour 2008, soit :

- +472 853 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local et des routes départementales** (versés sous forme de TIPP aux départements) ;
- -97 668 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local** (récupérés sous forme d'un moindre versement de DGD s'agissant des régions d'outre-mer).
- La rémunération des personnels titulaires : l'ajustement a pour origine un dénombrement imparfait des options exercées entre le 7 novembre 2006 et le 31 août 2007. La LFR pour 2008 procède au versement du différentiel, soit :
 - -824 762 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local, des routes départementales et du fond solidarité logement** (récupérés sous forme d'un moindre versement de TIPP aux départements) ;
 - +18 489 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local** (versés sous forme de DGD aux régions d'outre-mer) ;
 - -222 718 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local** (récupérés sous forme d'un moindre versement de TIPP à la CTC Corse).
- Les postes vacants 2007 : la compensation a été calculée sur la base du nombre exact de postes vacants constatés en 2007, en année pleine, soit :
 - +19 350 899 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local et des routes départementales** (versés sous forme de TIPP aux départements) ;
 - +37 333 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local** (versés sous forme de DGD aux régions d'outre-mer).

Attention : La LFR 2008 prévoit donc la compensation en année pleine de la vacance 2007 avec une consolidation en base dans la LFI pour 2009. La compensation « prorata temporis » de la vacance 2007 est également compensée par la LFR 2008 sous forme de compensation « non pérenne » (cf. infra).
- Les postes vacants 2008 : la compensation a été calculée sur la base du nombre exact de postes vacants constatés entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 août 2008. La compensation, en année pleine est prévue en loi de finances pour 2009 sur 12 mois de rémunération. Le montant provisoire est fixé à :
 - +10 258 210 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local et des routes départementales** (versés sous forme de TIPP aux départements) ;
 - +146 893 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local** (versés sous forme de DGD aux régions d'outre-mer) ;
 - +17 871 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local** (versés sous forme de TIPP à la CTC Corse).

- **La compensation des personnels Ports:**

- Les agents non titulaires de droit public : le montant définitif de la compensation (hors cotisations chômage) a été approuvé par la CCEC lors de la séance du 13 novembre 2008, s'agissant des ports. La LFR procède donc à la rectification du montant provisoire inscrit en LFI pour 2008 au profit des départements, soit + 82 475 euros versés sous forme de DGD ;
- La rémunération des personnels titulaires ports : l'ajustement a pour origine un dénombrement imparfait des options exercées entre le 7 novembre 2006 et le 31 août 2007. La LFR pour 2008 procède au versement du différentiel aux départements, soit + 305 euros ;
- Les postes vacants 2008 : la compensation a été calculée sur la base du nombre exact de postes vacants constatés entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 août 2008, soit 36 470 euros au profit des départements. La compensation, en année pleine est prévue en loi de finances pour 2009 sur 12 mois de rémunération.

- **La compensation des personnels des lycées maritimes :**

- Les agents non titulaires de droit public : le montant définitif de la compensation (hors cotisations chômage) a été approuvé par la CCEC lors de sa séance du 13 novembre 2008, soit 500 961 euros. La LFR procède donc à la rectification du montant provisoire inscrit en LFI pour 2008 (- 35 775 euros).
- La rémunération des personnels titulaires : l'ajustement a pour origine un dénombrement imparfait des options exercées entre le 7 novembre 2006 et le 31 août 2007. La LFR pour 2008 procède au versement du différentiel, soit + 126 361 euros.
- Les postes vacants 2007 : la compensation a été calculée sur la base du nombre exact de postes vacants constatés en 2007, en année pleine, soit + 50 480 euros. **Attention :** La LFR 2008 prévoit donc la compensation en année pleine de la vacance 2007 avec une consolidation en base dans la LFI pour 2009. La compensation « prorata temporis » de la vacance 2007 est également compensée par la LFR 2008 sous forme de compensation « non pérenne » (cf. infra).

*Les transferts des personnels de l'Equipement - **Transfert de services 2008***

- **La compensation des postes vacants de personnels 2008**, devenus vacants entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 août 2008, soit :
 - +98 439 euros au titre des **routes nationales d'intérêt local, des routes départementales et des voies d'eau** (versés aux départements sous forme de TIPP) ;
 - +128 948 euros au titre des ports versés aux régions sous forme de DGD.

La compensation, en année pleine est prévue en loi de finances pour 2009 sur 12 mois de rémunération.

Les transferts des personnels des lycées agricoles :

- **les agents non titulaires de droit public des lycées agricoles (y compris cotisations chômage) :** Après une comptabilisation précise des agents concernés par le transfert, le montant définitif de compensation attribuée aux régions Bretagne, Limousin, Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte-d'Azur a été corrigé. Le montant définitif de la compensation a été approuvé par la CCEC au cours de sa séance du 27 novembre 2008. La LFR pour 2008 procède au versement du différentiel, soit + 281 583 euros.
- **la compensation des rémunérations des personnels TOS des lycées agricoles :** l'ajustement a pour origine la prise en compte des promotions d'agents ayant exercé leur droit d'option entre le 30 décembre 2006 et le 31 août 2007. La LFR pour 2008 procède au versement du différentiel, soit + 133 515 euros.
- **la compensation des postes devenus vacants 2008 :** la compensation a été calculée sur la base du nombre de postes vacants constatés au 15 septembre 2008, en tenant compte de la durée moyenne de la vacance, soit 1 137 636 euros. La compensation sur 12 mois de rémunération est prévue par la LFI 2009.

Les transferts des personnels de l'Agriculture exerçant des compétences dans le domaine de l'aménagement foncier :

- **les agents non titulaires de droit public :** le département du Gard est le seul département à bénéficier du transfert d'un agent non titulaire de droit public. La LFR pour 2008 a provisionné un montant de 71 660 euros puisque le ministère de l'agriculture a continué de verser la rémunération de cet agent jusqu'au 1^{er} février 2008 en accord avec le département. Le montant en année pleine, examiné par la CCEC lors de la séance du 13 novembre, est inscrit en loi de finance initiale pour 2009, pour un montant de 78 175 euros.
- **les dépenses de fonctionnement :** le montant de la compensation, examiné par la CCEC lors de la séance du 13 novembre, est inscrit en LFR 2008 pour un montant de 95 120 euros.
- **la compensation des postes vacants :** le montant de la compensation des postes vacants intermédiaires, soit les postes devenus vacants entre le transfert de la compétence (31 décembre 2005) et le transfert de service (1^{er} janvier 2008) et le montant de la compensation des postes devenus vacants entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2008 s'élèvent respectivement à 212 675 euros et à 8 843 euros. La compensation a été calculée sur la base exacte de vacances pour chaque département.
- **la compensation des fractions d'emplois :** le montant de la compensation est inscrit en LFR 2008 pour un montant de 369 935 euros.

Les transferts des personnels des monuments historiques:

- **la compensation des rémunérations des personnels des départements de la Côte-d'Or et du Loir-et-Cher** : l'ajustement a pour origine un dénombrement imparfait des options exercées avant le 31 août 2007 (+1 ETP pour la Côte-d'Or et +3 ETP pour le Loir-et-Cher). La LFR procède au versement du différentiel entre le montant provisionnel inscrit en LFI 2008 et le montant définitif de la 1^{ère} vague d'option, soit + 31 782 euros pour la Côte-d'Or et + 61 320 euros pour le Loir-et-Cher.

L'ensemble de ces ajustements a été consolidé en base par la LFI 2009 dans le droit à compensation de chaque département et de chaque région. Le montant des compensations dû en 2008 à chaque région et à chaque département correspond donc à l'addition des compensations provisionnelles prévus par la LFI pour 2008 et aux ajustements prévus par la LFR pour 2008.

Outre ces ajustements de compensation, la LFR 2008 procède à des corrections d'erreur matérielle ayant minoré ou majoré à tort le droit à compensation de certains départements ou de certaines régions :

- **la compensation des rémunérations des personnels des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel et des personnels des monuments historiques** : la compensation due au département du Bas-Rhin au titre du transfert des dix personnels des monuments historiques ayant exercé leur droit d'option (soit 336 848 euros) a été versée à tort en 2008 à la région Alsace, sous forme de taxe intérieure sur les produits pétroliers, au titre de la compensation des agents titulaires des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel. Le montant de la compensation attribué à la région Alsace en 2008, soit 662 598 euros, a intégré les 336 848 euros qui auraient dû être versés au département du Bas-Rhin sous forme de DGD. La LFR 2008 procède donc à la rectification des montants de compensation de la région Alsace et du département du Bas-Rhin au titre de 2008, la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2009.
- **le FARPI** : une erreur relative au montant des dépenses d'internat et de restauration des collèges transférés au département de la Nièvre a entraîné une reprise excessive sur la compensation du département. La LFR 2008 procède donc à la rectification du montant de la reprise sur le département au titre de 2008 (+ 73 867 euros), la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2009.
- **Le forfait d'externat** : suite à l'examen de la situation de l'établissement régional d'enseignement adapté (EREA) de Villersexel, établissement d'enseignement privé sous contrat d'association, il s'est avéré que la part de compensation afférente à cet établissement a été intégrée à tort dans le droit à compensation du département de la Haute-Saône alors qu'elle aurait dû revenir à la région Franche-Comté. En effet, le rattachement de l'EREA de Villersexel au domaine de compétence de la région Franche-Comté a été confirmé puisque les EREA, ayant un statut public, relèvent de la catégorie des établissements d'éducation spéciale rattachée aux régions. La LFR 08 procède donc aux rectifications des montants de compensation attribuée aux deux collectivités, soit + 34 518 euros pour la région Franche-Comté et - 34 518 euros pour le département de la Haute-Saône, la

mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2009. Les projets d'arrêtés fixant le nouveau droit à compensation de ces deux collectivités viennent d'être approuvés par la CCEC lors de la séance du 13 novembre 2008 (1 349 394 euros pour la région Franche-Comté et à 313 279 euros pour le département de la Haute-Saône).

- **l'AFPA** : les montants provisoires qui figuraient dans ma circulaire du 26 décembre 2007 pour les régions ayant conventionné en 2008 avec l'AFPA ont du être rectifiés pour tenir compte d'une erreur d'indexation des dépenses. Le projet d'arrêté fixant le montant définitif de la compensation pour les régions ayant conventionné avec l'AFPA en 2008 vient été approuvé par la CCEC du 27 novembre 2008 pour un montant de 30 319 113 euros (17 173 362 euros pour la région Champagne-Ardenne et 13 145 751 euros pour la région Franche-Comté). La LFR 2008 procède donc aux rectifications des montants attribués aux régions au titre de 2008, la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2009.

2 – La loi de finances rectificative pour 2008 procède à des versements non pérennes de compensation financière des transferts de compétences

a- Les versements au titre de la loi du 13 août 2004

En premier lieu, la LFR 2008 procède, au regard des **ajustements** de compensation précisés au (1), à des versements complémentaires de TIPP ou de DGD. Ces versements sont non pérennes puisqu'ils ont été rectifiés et intégrés en base en loi de finances pour 2009. Ces versements concernent :

- **le FARPI** : une erreur relative au montant des dépenses d'internat et de restauration des collèges transférés au département de la Nièvre a été corrigée en LFR 2008 et consolidée en base dans la loi de finances pour 2009. Néanmoins, le transfert de la compétence étant intervenu dès 2006, il a également été procédé à la rectification au titre des années 2006 et de 2007. La LFR pour 2008 procède donc également à un abondement « en une seule fois » du montant attribué au département de la Nièvre (+147 734 euros, soit 73 867 euros x 2).
- **les agents non titulaires des lycées agricoles et la prise en charge des cotisations chômage**

Après comptabilisation précise des agents concernés par le transfert, le montant définitif de compensation attribuée aux régions Bretagne, Limousin, Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte-d'Azur a été corrigé en LFR 2008 et consolidé en base dans la loi de finances pour 2009. Néanmoins, le transfert des agents non titulaires des lycées agricoles étant intervenu dès 2007, il a également été procédé à la rectification au titre de l'année 2007 pour un montant de 281 583 euros compensés sous forme de TIPP.

Les transferts des personnels TOS de l'Education nationale :

- **la compensation des rémunérations des personnels TOS de l'Education nationale (y compris action sociale et 1% formation)** : l'ajustement a pour origine un dénombrement imparfait des options exercées entre le

1^{er} septembre 2006 et le 31 août 2007. La LFR procède au versement de + 21 706 euros pour les régions (496 058 euros sous forme de TIPP pour les régions de métropole et - 474 352 euros de DGD pour les régions d'outre-mer) et 1 253 960 euros pour les départements.

- **la compensation des postes de TOS et de GTOS devenus vacants au cours de l'exercice 2007 et des frais de fonctionnement des postes vacants de gestionnaires devenus vacants en 2007** : Les postes devenus vacants en 2007 ont été compensés en LFR 2007 sur la base du nombre de postes vacants pour chaque collectivité territoriale constatés au 15 septembre 2007, en tenant compte de la durée moyenne constatée de vacance. L'ajustement de la compensation prévue en LFR 2008 permet ainsi de compenser les postes devenus vacants entre septembre et décembre 2007. Pour les régions, une compensation de 8,4 M€ est prévue par la LFR (8,2 M€ sous forme de TIPP pour les régions de métropole et 0,2 M€ pour les régions d'outre-mer) et 9 077 497 euros pour les départements.
- **la compensation des postes de TOS devenus vacants au cours de l'exercice 2008** : La compensation a été calculée sur la base du nombre exact de postes vacants pour chaque collectivité territoriale constatés au 15 septembre 2008, en tenant compte de la durée moyenne constatée de vacance. A ce stade, la compensation provisoire est de 6,4 M€ pour les régions (5,88 M€ sous forme de TIPP pour les régions de métropole et 0,5 M€ pour les régions d'outre-mer) ; pour les départements, elle est de 7,85 M€

Les transferts des personnels Equipement :

- **les postes d'agents non titulaires de droit public devenus vacants en 2007, relevant du ministère de l'écologie de l'énergie du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT).**

En application de l'article 147 de la loi de finances pour 2006, et par dérogation aux dispositions de l'article 110 de la loi du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales, l'agent non titulaire de droit public relevant du MEEDDAT et affecté dans un service ou une partie de service transféré à une collectivité territoriale qui devient agent non titulaire de droit public de la fonction publique territoriale demeure rémunéré par l'Etat jusqu'au 31 décembre de l'année d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat fixant le transfert définitif de services.

Dans ces conditions, et en application des décrets de partition du 6 novembre 2006, les agents non titulaires de droit public qui participent à l'exercice des compétences transférées dans le domaine des routes départementales, des routes nationales d'intérêt local et des ports départementaux maritimes, ont été **rémunérés par l'Etat jusqu'au 31 décembre 2007** et ne sont rémunérés par les collectivités territoriales que depuis le 1^{er} janvier 2008.

En l'espèce, la LFR pour 2008 procède au versement de la compensation des postes **d'agents non titulaires devenus vacants en 2007**, pour un montant de 515 746 euros soit :

- 407 886 euros au titre des routes départementales (versés sous forme de TIPP) ;

- 99 980 euros dans le domaine des routes nationales d'intérêt local (versés sous forme de TIPP) ;
- 7 880 euros dans le domaine des ports (versés au département des Pyrénées-Atlantiques sous forme de DGD).

Cette compensation n'est due qu'une seule fois, dans la mesure où la compensation des agents non titulaires de droit public, intervenue en LFI 2008 en application de l'article 147 de la loi de finances pour 2006, s'est faite sur la base des postes pourvus au moment du transfert de la compétence, soit au 31 décembre 2004 ou au 31 décembre 2005.

- **les postes d'agents titulaires relevant du MEEDDAT, et devenus vacants en 2007, après le transfert des services au 1^{er} janvier 2007 ou 1^{er} avril 2007 opérés par les décrets de partition de services du 6 novembre 2006.**

Il convient de rappeler que la LFR pour 2007 avait prévu la compensation provisionnelle des postes devenus vacants entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2007, la LFI pour 2008 prévoyant quant à elle l'inscription en année pleine de la compensation au titre de 2008.

Les vacances de postes 2007 étant désormais comptabilisées, la LFR 2008 procède à la compensation non pérenne « prorata temporis » au titre de 2007 des postes d'agents titulaires devenus vacants, pour un montant de 4 340 990 euros soit :

- 3 792 963 euros au titre des routes départementales (versés sous forme de TIPP) ;
- 531 201 euros au titre des routes nationales d'intérêt local (525 201 euros versés sous forme de TIPP s'agissant des départements et 5 703 euros versés sous forme de DGD s'agissant des régions d'outre-mer) ;
- 16 826 euros au titre des lycées maritimes (versés sous forme de TIPP)

Je vous rappelle que la LFR pour 2008 a également régularisé le montant de la compensation allouée aux collectivités au titre de 2008 (cf. 1).

- **les postes relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales devenus vacants avant le transfert de services intervenu au 1^{er} janvier 2009 en application du décret de partition de services du 20 août 2008.**

La LFR 2008 prévoit la compensation due au titre des emplois devenus vacants entre le 1^{er} janvier 2004 (s'agissant du revenu minimum d'insertion) ou le 1^{er} janvier 2005 (s'agissant du fonds de solidarité logement) et le 1^{er} janvier 2009, date du transfert des services du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales qui participent à l'exercice des compétences transférées aux départements.

Le montant de la compensation non pérenne s'élève ainsi à 811 080 euros au titre des cinq années de vacances, versés sous forme de TIPP. La LFI pour 2009 prévoit quant à elle un montant en base de 311 650 euros.

- **la compensation des rémunérations des personnels des monuments historiques au profit des départements de la Côte-d'Or et du Loir-et-Cher :**

Le dénombrement imparfait des options exercées avant le 31 août 2007 (+1 ETP pour la Côte-d'Or et +3 ETP pour le Loir-et-Cher) a été corrigé en LFR 2008 et consolidée en base pour 2009. Néanmoins, le transfert de la compétence étant intervenu dès 2007, la LFR pour 2008 procède également à la rectification au titre de 2007, soit + 31 782 euros pour la Côte-d'Or et + 61 320 euros pour le Loir-et-Cher. Cette compensation intervient sous forme de DGD.

En second lieu, la LFR 2008 procède à l'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents affectés dans les services transférés en 2008 dans le cadre de la loi du 13 août 2004.

Conformément à ce qui avait été acté par la CCEC lors de la séance du 6 avril 2006, le décompte des jours acquis par les agents transférés s'est effectué à la date de partition des services, sans préjudice du rythme de l'exercice du droit d'option. Ce décompte a donc été effectué au 1^{er} janvier 2008 pour l'ensemble des agents transférés, soit :

- les agents des services du ministère de l'agriculture et de la pêche, affectés dans les services transférés par le décret du 26 décembre 2007, qui concourent à l'exercice des compétences des départements dans le domaine de l'aménagement foncier en application de la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux ;
- les agents des services de l'Equipement affectés dans les services transférés par les décrets du 15 novembre 2007 dans le domaine des routes nationales transférées, des routes départementales de Seine-Saint-Denis et aérodromes en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- les agents des services des ministères chargés de la santé et de l'action sociale, affectés dans les services transférés par le décret du 20 août 2008, qui concourent à l'exercice des compétences dans le domaine du revenu minimum d'insertion, du fonds d'aide aux jeunes (FAJ), des centres locaux d'information et de coordination (CLIC), des comités départementaux des retraités et personnes âgées (CODERPA), du fonds de solidarité logement (FSL) et des fonds d'aide (eau, énergie et téléphone).

Cette compensation n'est due qu'une seule fois pour chaque service transféré. Le tableau ci-joint ([annexe 7](#)) vous présente pour chaque collectivité (départements et régions) les montants de l'indemnisation des CET intervenus au titre de la LFR.

Je vous rappelle que la compensation des CET des agents affectés dans les services transférés dans le domaine des aérodromes s'effectue sous forme de dotation générale de décentralisation.

Enfin, la LFR pour 2008 prévoit la compensation du coût des licences IGN et des serveurs informatiques, nécessaires à l'exercice de la compétence en matière d'inventaire général du patrimoine culturel, conformément à ce qui avait été acté lors de la séance de la CCEC du 18 décembre 2007. La LFR 2008 procède donc au versement en 2008, **en une seule fois**, de 359 900 euros (336 900 euros versés sous forme de TIPP s'agissant des régions de métropole et 23 000 euros compensés sous forme de DGD s'agissant des régions d'outre-mer).

b- Les versements liés au rattrapage, du au titre des années 2005 à 2008, de la compensation des aides versées aux étudiants des formations sanitaires et de la compensation des aides versées aux étudiants des formation sociales.

Comme cela vous a été indiqué dans ma circulaire du 29 décembre 2008, les propositions de la mission générale conjointe IGF/IGAS/IGA remises en janvier 2008 ont été suivies par le Premier ministre et ont donné lieu, d'une part, à la modification des décrets des 3 et 4 mai 2005 par le décret n°2008-854 du 27 août 2008 relatif aux règles minimales de taux et de barème des bourses d'études accordées aux étudiants inscrits dans les établissements dispensant des formations sociales initiales et dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé et, d'autre part, à l'inscription en base, à compter de 2009, de 24,47 M€, soit 19,31 M€ au titre des bourses sanitaires et 5,16 M€ au titre des bourses sociales.

Les projets d'arrêtés de compensation, soumis à la séance de la CCEC en date du 27 novembre 2008, ont reçu un avis favorable. Le droit à compensation définitif des régions s'élève ainsi à 82 401 991 euros s'agissant des bourses sanitaires et à 26 021 226 euros s'agissant des bourses sociales.

Pour la période précédant 2009, le dispositif transitoire de compensation, proposé par la mission et suivi par le Premier ministre, est fondé sur les dépenses reconstituées de chaque région, en tenant compte des critères d'attribution utilisés par chacune d'entre elles. Ainsi, sur 4 ans, le réajustement atteint 138,32 M€ (109,68 M€ au titre des bourses sanitaires et 28,64 M€ au titre des bourses sociales), desquels il convient de déduire le versement exceptionnel de 30 M€ opéré en loi de finances rectificative pour 2007.

Le versement du solde, soit 108,32 M€, s'effectuera sur trois ans, à hauteur de 36,107 M€ en LFR 2008, 2009 et 2010.

Le tableau ci-joint ([annexe 8](#)) vous présente pour chaque région le montant du rattrapage prévu par la LFR pour 2008, versé sous forme de TIPP pour les régions de métropole et de DGD pour les régions d'outre-mer.

c- Le versement, pour la région Alsace, de la compensation des charges afférentes aux personnels chargés de la formation professionnelle continue des jeunes de moins de 26 ans, en application de l'article 82 de la loi du 7 janvier 1983 modifiée par la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle.

La Cour administrative d'appel de Nancy, dans un arrêt en date du 17 janvier 2008, a condamné l'Etat à prendre, en application de l'article L.1614-3 du CGCT, un arrêté interministériel fixant le montant de la compensation financière résultant du transfert à la région Alsace de la formation professionnelle des jeunes de moins de 26 ans.

Conformément à la décision du juge administratif, un projet d'arrêté interministériel a fixé le montant du droit à compensation résultant, pour la région Alsace, des charges afférentes aux

personnels qui étaient antérieurement chargés du dispositif de la formation professionnelle continue des jeunes de moins de 26 ans à **210 607 euros** (en valeur 1998).

A compter de 2009, le montant du droit à compensation de la région Alsace est inscrit en base pour un montant de 271 067 euros, versé sous forme de DGD à partir de **la Mission « Travail et emploi »**.

Pour la période précédant 2009, la LFR pour 2008 a inscrit un montant de **3 223 634 euros** (508 000 euros au titre des astreintes et 2,7 M€ correspondant au montant annuel actualisé de la compensation au titre de la période 1999-2008), versé sous forme de **TIPP**.

Enfin, je vous informe qu'une **mission d'inspection générale** commune IGF/IGAS/IGA, actuellement en cours, est chargée de proposer une méthode d'évaluation de la compensation financière susceptible d'être versée aux **autres régions** au titre du transfert des personnels en charge de cette compétence.

d – Le versement au titre de l'augmentation des charges liées au décret du 20 avril 2006 relatif à la formation des assistants maternels :

Suite à la promulgation de la loi du 27 juin 2005 relative aux assistants maternels et aux assistants familiaux, le décret n° 2006-464 du 20 avril 2006 relatif à la formation des assistants maternels a renforcé les obligations des départements dans ce domaine en leur imposant :

- l'organisation d'un volume horaire supplémentaire de formation initiale obligatoire pour ces professionnels, qui est passée de 60 heures à 120 heures à compter du 1^{er} janvier 2007 ;
- et l'instauration pour ces mêmes professionnels d'une formation d'initiation aux gestes de secourisme à compter de cette même date.

Une compensation financière en faveur des départements étant due en application de l'article L.1614-2 du CGCT depuis le 1^{er} janvier 2007, un montant provisoire de compensation avait été inscrit en loi de finances rectificative pour 2007 à hauteur de 17 123 106 euros.

Sur la base des données définitives relatives aux agréments 2004, 2005, 2006 pour chaque département, **le montant définitif** de la compensation s'élève à **21 037 549 euros**. Les modalités de calcul de la compensation financière résultant des deux volets de la formation des assistants maternels seront précisées par un décret qui sera publié prochainement.

Ainsi, la LFR 2008 procède au versement d'un montant total de compensation de 24 951 992 euros, soit :

- une compensation de 3 914 443 euros, correspondant à la régularisation due au titre de l'année 2007 ;
- une compensation, de 21 037 549 euros, due au titre de l'année 2008.

Le tableau ci-joint ([annexe 9](#)) présente le montant de la régularisation et le montant de la compensation définitive attribués à chaque département. Le montant définitif, a par ailleurs été consolidé en base par la LFI 2009 dans le droit à compensation de chaque département.

* *

*

Mes services (Mel : DGCL SDFLAE FL5 Secrétariat –
Tél. : 01 49 27 43 97) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments
d'information complémentaires qu'il vous paraîtra utile d'obtenir.

Pour le ministre et par délégation,
Le directeur général
des collectivités locales

Edward JOSSA

LISTE DES PIÈCES JOINTES

Annexe n°1 : Ajustements par la LFR 2008 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux régions.

Annexe n°2 : Ajustements par la LFR 2008 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux régions d'outre-mer.

Annexe n°3 : Ajustements par la LFR 2008 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux départements.

Annexe n°4 : Les mesures non pérennes prévues par la LFR 2008 pour les régions métropoles et outre-mer.

Annexe n°5 : Les mesures non pérennes prévues par la LFR 2008 pour les départements.

Annexe n°6 : L'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents transférés en 2008 aux régions.

Annexe n°7 : L'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents transférés en 2008 aux départements.

Annexe n°8 : Le versement non pérenne lié au rattrapage, du au titre des années 2005 à 2008, de la compensation des bourses sanitaires et sociales, pour les régions métropole et outre-mer.

Annexe n°9 : Le versement non pérenne de compensation résultant pour les départements de l'accroissement de leurs charges dans le domaine de la formation des assistants maternels.

ANNEXE N°1

Ajustement par la LFR 2008 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux régions

| REGIONS | TRANCHE 2007 | | TRANCHE 2008 | | | | | | | | Total Versé sous forme de TIPP |
|----------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|-------------------|---|---|--|-------------------------------------|---|---|---|--------------------------------|
| | Ajustement forfait d'externat | Personnels lycées agricoles | Ajustement AFPA | Personnels Culture | Personnels lycées agricoles | | Personnels lycées maritimes | | | Personnels RNIL | |
| | | Ajustement ANT des lycées agricoles | | Ajustement Personnels inventaire culturel | Ajustement transferts personnels TOS des lycées agricoles | Ajustement TOS des lycées agricoles vacants 2008 | Ajustement ANT des lycées maritimes | Ajustement postes vacants 07 lycées maritimes | Ajustement transferts personnels des lycées maritimes | Ajustement transferts personnels des RNIL | |
| ALSACE | | 0 € | 0 € | -336 848 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -336 848 € |
| AQUITAINE | | 0 € | 0 € | | 11 229 € | 0 € | -23 941 € | 0 € | 46 215 € | | 33 502 € |
| AUVERGNE | | 0 € | 0 € | | 4 173 € | 86 891 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 91 064 € |
| BOURGOGNE | | 0 € | 0 € | | | 87 646 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 87 646 € |
| BRETAGNE | | 156 435 € | 0 € | | 10 562 € | 77 320 € | -25 360 € | 25 240 € | 7 933 € | | 252 131 € |
| CENTRE | | 0 € | 0 € | | 11 339 € | 120 387 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 131 726 € |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | | 0 € | -97 040 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -97 040 € |
| CORSE | | 0 € | 0 € | | | 0 € | 2 896 € | 0 € | 11 331 € | -222 718 € | -208 491 € |
| FRANCHE-COMTE | 34 518 € | 0 € | -36 118 € | | 8 193 € | 95 202 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 101 795 € |
| ILE-DE-FRANCE | | 0 € | 0 € | | | 41 808 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 41 808 € |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | | 0 € | 0 € | | 4 235 € | 40 045 € | -54 593 € | 0 € | 2 257 € | | -8 055 € |
| LIMOUSIN | | 110 708 € | 0 € | | 6 120 € | 23 675 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 140 502 € |
| LORRAINE | | 0 € | 0 € | | 1 968 € | 74 046 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 76 014 € |
| MIDI-PYRENEES | | 0 € | 0 € | | 12 143 € | 110 817 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 122 960 € |
| NORD-PAS DE CALAIS | | 2 407 € | 0 € | | 6 560 € | 61 705 € | 0 € | 0 € | 3 626 € | | 74 298 € |
| BASSE-NORMANDIE | | 0 € | 0 € | | 8 787 € | 0 € | -335 € | 0 € | 61 € | | 8 513 € |
| HAUTE-NORMANDIE | | 0 € | 0 € | | | 24 682 € | 796 € | 25 240 € | 495 € | | 51 213 € |
| PAYS DE LOIRE | | 0 € | 0 € | | 2 652 € | 46 593 € | 812 € | 0 € | 1 051 € | | 51 109 € |
| PICARDIE | | 0 € | 0 € | | 3 234 € | 21 660 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 24 894 € |
| POITOU-CHARENTES | | 0 € | 0 € | | 14 962 € | 25 438 € | 63 950 € | 0 € | 53 392 € | | 157 741 € |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | | 12 033 € | 0 € | | 9 125 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 21 158 € |
| RHONE-ALPES | | 0 € | 0 € | | 18 233 € | 199 722 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 217 955 € |
| Total métropole | 34 518 € | 281 583 € | -133 158 € | -336 848 € | 133 515 € | 1 137 636 € | -35 775 € | 50 480 € | 126 361 € | -222 718 € | 1 035 594 € |

ANNEXE N°2

Ajustements par la LFR 2008 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux régions d'outre-mer

| REGIONS | TRANCHE 2007 | TRANCHE 2008 | | | Total Versé sous forme de DGD |
|------------------------|---------------------|------------------|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | Personnels RNIL | | | | |
| | Postes vacants 2007 | Ajustement ANT | Ajustement transferts personnels | Provision postes vacants 2008 | |
| GUADELOUPE | | | | 49 652 € | 49 652 € |
| MARTINIQUE | 37 333 € | -97 668 € | 18 489 € | 97 241 € | 55 395 € |
| GUYANE | | | | | 0 € |
| REUNION | | | | | 0 € |
| Total outre-mer | 37 333 € | -97 668 € | 18 489 € | 146 893 € | 105 047 € |

ANNEXE N° 3

Ajustements par la LFR 08 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux départements

| DEPARTEMENTS | TRANCHE 2006 | TRANCHE 2007 | | TRANCHE 2008 | | | | | | | | | | TOTAL Ajustement sous forme de TIPP LFR 2008 | | |
|--------------|-------------------------|----------------------------------|--|--|-------------------------------|----------------|-------------------|------------------------|--|--|--|--|--|---|------------|-----------|
| | Ajustement FARPI | Ajustement forfait d'externat | Personnels Equipement | Personnels Aménagement foncier | | | | | Personnels Equipement | | | | | | | |
| | | | Ajustements postes vacants 07 services 07 | Ajustement ANT aménagement foncier | Depenses de fonctionnement | Action sociale | postes vacants | fractions d'emplois | Ajustement ANT RD/RNIL services 07 | Ajustement personnels RD/RNIL/FSL services 07 | Ajustements postes vacants 07 services 08 | Ajustements postes vacants 08 services 08 | Ajustements postes vacants intermédiaires services 08 | | | |
| 01 | AIN | | | 240 455 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 106 € | 7 054 € | 251 753 € | 0 € | 0 € | 500 368 € |
| 02 | AISNE | | | 314 625 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 18 693 € | 339 506 € | 0 € | 0 € | 672 824 € |
| 03 | ALLIER | | | 192 945 € | | | 11 480 € | 339 € | 8 205 € | 24 614 € | 4 186 € | 75 878 € | 57 512 € | 0 € | 0 € | 375 159 € |
| 04 | ALPES DE HAUTE PROVENCE | | | 243 962 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 462 € | 127 € | -42 066 € | 98 412 € | 0 € | 0 € | 301 898 € |
| 05 | HAUTES ALPES | | | 145 270 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 15 786 € | 6 093 € | -689 € | 59 195 € | 0 € | 0 € | 225 655 € | |
| 06 | ALPES MARITIMES | | | 590 074 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 733 € | 88 394 € | 64 354 € | 0 € | 156 706 € | 901 261 € | |
| 07 | ARDECHE | | | 162 286 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 6 818 € | -2 554 € | 42 646 € | 84 321 € | 0 € | 0 € | 293 518 € | |
| 08 | ARDENNES | | | 47 510 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 20 520 € | -87 907 € | 107 402 € | 0 € | 0 € | 87 525 € | |
| 09 | ARIEGE | | | 189 772 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 16 431 € | 1 523 € | -30 308 € | 0 € | 0 € | 0 € | 177 418 € | |
| 10 | AUBE | | | 193 306 € | | 0 € | 0 € | 61 723 € | 0 € | 10 264 € | 8 256 € | 58 309 € | 0 € | 48 970 € | 380 828 € | |
| 11 | AUDE | | | 471 586 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 217 € | -30 628 € | 23 947 € | 0 € | 0 € | 465 122 € | |
| 12 | AVEYRON | | | 351 574 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 450 € | 162 393 € | 96 074 € | 0 € | 0 € | 611 491 € | |
| 13 | BOUCHES DU RHONE | | | 288 326 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 5 146 € | -2 897 € | 70 541 € | 62 962 € | 0 € | 0 € | 424 078 € | |
| 14 | CALVADOS | | | 286 803 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 16 977 € | 214 155 € | 0 € | 0 € | 517 935 € | |
| 15 | CANTAL | | | 212 840 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 10 660 € | 166 417 € | 0 € | 0 € | 389 917 € | |
| 16 | CHARENTE | | | 192 945 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 3 251 € | -30 573 € | 30 068 € | 0 € | 286 € | 195 978 € | |
| 17 | CHARENTE MARITIME | | | 124 062 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 606 € | 12 213 € | 83 612 € | 11 704 € | 49 709 € | 282 906 € | |
| 18 | CHER | | | 168 028 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 254 € | 24 516 € | 22 871 € | 0 € | 0 € | 215 668 € | |
| 19 | CORREZE | | | 180 530 € | | 0 € | 0 € | 38 990 € | 5 527 € | 0 € | -100 844 € | 17 220 € | 0 € | 0 € | 141 423 € | |
| 2A | CORSE DU SUD | | | 147 374 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 128 446 € | 16 997 € | 47 154 € | 0 € | 0 € | 339 971 € | |
| 2B | HAUTE CORSE | | | 49 088 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -823 777 € | 14 193 € | 0 € | 0 € | -760 496 € | |
| 21 | COTE D'OR | | | 339 047 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 009 € | -78 972 € | 12 825 € | 0 € | 0 € | 273 909 € | |
| 22 | COTES D'ARMOR | | | 173 079 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -12 770 € | -85 301 € | 23 808 € | 0 € | 0 € | 98 816 € | |
| 23 | CREUSE | | | 118 775 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 385 € | 11 706 € | 116 073 € | 0 € | 0 € | 246 939 € | |
| 24 | DOROGNE | | | 201 918 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -18 001 € | -48 720 € | 77 306 € | 0 € | 0 € | 212 503 € | |
| 25 | DOUBS | | | 60 592 € | | 0 € | 0 € | 27 635 € | 13 635 € | 988 € | 117 382 € | 229 400 € | 0 € | 4 536 € | 454 168 € | |
| 26 | DROME | | | 139 041 € | | 8 200 € | 242 € | 0 € | 0 € | 1 405 € | 228 204 € | 139 933 € | 0 € | 64 983 € | 582 008 € | |
| 27 | EURE | | | 286 638 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 841 € | 9 948 € | 231 875 € | 0 € | 0 € | 529 302 € | |
| 28 | EURE ET LOIR | | | 341 536 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 5 624 € | 70 679 € | 157 104 € | 0 € | 0 € | 574 943 € | |
| 29 | FINISTERE | | | 290 870 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 9 587 € | 0 € | 111 013 € | 64 901 € | 0 € | 0 € | 476 371 € | |
| 30 | GARD | | | 155 011 € | 71 660 € | 4 100 € | 121 € | 0 € | 13 817 € | -10 831 € | -2 609 € | 79 505 € | 0 € | 0 € | 310 774 € | |
| 31 | HAUTE GARONNE | | | 239 503 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 616 € | 26 572 € | 144 337 € | 0 € | 1 598 € | 423 626 € | |
| 32 | GERS | | | 84 843 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 20 115 € | 1 736 € | -83 368 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 327 € | |
| 33 | GIRONDE | | | 141 786 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 41 060 € | 62 105 € | 87 382 € | 0 € | 177 194 € | 509 527 € | |
| 34 | HERAULT | | | 216 700 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 26 591 € | 0 € | -39 049 € | 120 503 € | 0 € | 0 € | 324 745 € | |
| 35 | ILLE ET VILAINE | | | 23 755 € | | 11 480 € | 339 € | 0 € | 0 € | 0 € | 65 351 € | 37 938 € | 0 € | 41 861 € | 180 724 € | |
| 36 | INDRE | | | 156 108 € | | 8 200 € | 242 € | 0 € | 0 € | 22 978 € | 30 152 € | 144 379 € | 0 € | 0 € | 362 059 € | |
| 37 | INDRE ET LOIRE | | | 185 289 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -6 594 € | 20 328 € | 145 036 € | 0 € | 208 920 € | 552 980 € | |
| 38 | ISERE | | | 441 779 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 24 030 € | 3 281 € | 61 719 € | 88 005 € | 0 € | 0 € | 618 813 € | |
| 39 | JURA | | | 319 452 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 3 805 € | -75 024 € | 135 627 € | 0 € | 0 € | 383 860 € | |
| 40 | LANDES | | | 118 775 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 18 825 € | 1 183 € | -512 € | 50 432 € | 0 € | 0 € | 188 703 € | |
| 41 | LOIR ET CHER | | | 83 876 € | | 2 460 € | 73 € | 14 693 € | 21 544 € | 0 € | 40 114 € | 79 409 € | 0 € | 0 € | 242 168 € | |
| 42 | LOIRE | | | 289 543 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 22 022 € | 156 € | -23 879 € | 121 812 € | 0 € | 0 € | 409 654 € | |
| 43 | HAUTE LOIRE | | | 262 883 € | | 8 200 € | 242 € | 0 € | 0 € | 0 € | -72 466 € | 154 039 € | 0 € | 0 € | 352 898 € | |
| 44 | LOIRE ATLANTIQUE | | | 430 495 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 301 € | -251 994 € | 99 030 € | 0 € | 0 € | 288 832 € | |
| 45 | LOIRET | | | 99 689 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -1 353 € | -60 812 € | 206 224 € | 0 € | 23 005 € | 266 752 € | |
| 46 | LOT | | | 236 808 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 764 € | -349 160 € | 76 581 € | 0 € | 0 € | -35 007 € | |
| 47 | LOT ET GARONNE | | | 209 044 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 15 108 € | 0 € | 14 524 € | 258 604 € | 0 € | 0 € | 497 280 € | |
| 48 | LOZERE | | | 318 153 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 14 992 € | -2 406 € | -121 771 € | 234 967 € | 0 € | 0 € | 443 935 € | |
| 49 | MAINE ET LOIRE | | | 261 305 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 273 € | -18 545 € | 189 112 € | 0 € | 0 € | 432 145 € | |
| 50 | MANCHE | | | 302 498 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 6 601 € | -51 712 € | 140 844 € | 0 € | 0 € | 398 231 € | |
| 51 | MARNE | | | 192 945 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 103 356 € | 131 287 € | 0 € | 6 890 € | 434 478 € | |
| 52 | HAUTE MARNE | | | 167 863 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 825 € | -5 292 € | 150 945 € | 0 € | 0 € | 314 341 € | |
| 53 | MAYENNE | | | 166 285 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 4 102 € | 0 € | 22 696 € | 9 888 € | 22 870 € | 38 648 € | 264 489 € | |
| 54 | MEURTHE ET MOSELLE | | | 167 863 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -336 € | 8 790 € | 23 560 € | 0 € | 0 € | 199 877 € | |
| 55 | MEUSE | | | 169 190 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -849 € | -25 645 € | 88 831 € | 0 € | 0 € | 231 527 € | |

ANNEXE N° 3

Ajustements par la LFR 08 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux départements

| DEPARTEMENTS | TRANCHE 2006 | | TRANCHE 2007 | | TRANCHE 2008 | | | | | | | | | | TOTAL Ajustement sous forme de TIPP LFR 2008 | |
|--------------|------------------------|----------------------------------|--------------------------|--|--|-------------------------------|----------------|-------------------|------------------------|--|--|--|--|--|---|-------------|
| | Ajustement FARPI | Ajustement forfait d'externat | Personnels Equipement | Personnels Aménagement foncier | | | | | Personnels Equipement | | | | | | | |
| | | | | Ajustements postes vacants 07 services 07 | Ajustement ANT aménagement foncier | Depenses de fonctionnement | Action sociale | postes vacants | fractions d'emplois | Ajustement ANT RD/RNIL services 07 | Ajustement personnels RD/RNIL/FSL services 07 | Ajustements postes vacants 07 services 08 | Ajustements postes vacants 08 services 08 | Ajustements postes vacants intermédiaires services 08 | | |
| 56 | MORBIHAN | | | 277 788 € | | 8 200 € | 242 € | 29 249 € | 29 816 € | | 28 276 € | 228 977 € | 60 677 € | 0 € | 0 € | 663 225 € |
| 57 | MOSELLE | | | 262 883 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 94 222 € | 203 107 € | 0 € | 82 385 € | 642 597 € |
| 58 | NIEVRE | 73 867 € | | 235 704 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 5 113 € | | -5 100 € | 21 579 € | 48 028 € | 0 € | 0 € | 379 191 € |
| 59 | NORD | | | 243 962 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 50 494 € | 127 642 € | 124 851 € | 0 € | 2 765 € | 549 714 € |
| 60 | OISE | | | 75 934 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 37 511 € | 55 629 € | 0 € | 0 € | 169 074 € |
| 61 | ORNE | | | 190 040 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 1 929 € | 5 527 € | 62 495 € | 0 € | 0 € | 259 991 € |
| 62 | PAS DE CALAIS | | | 464 655 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 12 153 € | -76 729 € | 186 631 € | 0 € | 0 € | 586 710 € |
| 63 | PUY DE DOME | | | 356 325 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -62 € | 129 969 € | 54 446 € | 0 € | 0 € | 540 677 € |
| 64 | PYRENEES ATLANTIQUES | | | 107 687 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 1 576 € | -120 126 € | 129 672 € | 0 € | 0 € | 118 810 € |
| 65 | HAUTES PYRENEES | | | 145 435 € | | 8 200 € | 242 € | 0 € | 1 105 € | | 1 508 € | -58 660 € | 88 846 € | 0 € | 0 € | 186 676 € |
| 66 | PYRENEES ORIENTALES | | | 197 614 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 4 102 € | | 2 343 € | 163 391 € | 58 930 € | 0 € | 0 € | 426 379 € |
| 67 | BAS RHIN | | | 193 306 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | -426 012 € | 177 178 € | 0 € | 0 € | -55 528 € |
| 68 | HAUT RHIN | | | 142 530 € | | 8 200 € | 242 € | 0 € | 0 € | | 283 € | -4 556 € | 104 969 € | 0 € | 0 € | 251 668 € |
| 69 | RHONE | | | 208 711 € | | 4 100 € | 121 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 30 236 € | 124 720 € | 0 € | 0 € | 367 888 € |
| 70 | HAUTE SAONE | | -34 518 € | 142 530 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -662 € | -42 521 € | 161 508 € | 0 € | 0 € | 226 338 € |
| 71 | SAONE ET LOIRE | | | 168 857 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 85 461 € | 235 247 € | 0 € | 0 € | 489 565 € |
| 72 | SARTHE | | | 311 158 € | | 4 100 € | 121 € | 0 € | 0 € | | -1 094 € | -34 062 € | 122 728 € | 0 € | 0 € | 402 950 € |
| 73 | SAVOIE | | | 313 298 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 5 146 € | | 83 € | 68 115 € | 325 662 € | 0 € | 0 € | 712 304 € |
| 74 | HAUTE SAVOIE | | | 196 054 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 4 102 € | | 0 € | -114 350 € | 46 279 € | 0 € | 0 € | 132 085 € |
| 75 | PARIS | | | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 76 | SEINE MARITIME | | | 145 435 € | | 0 € | 0 € | 41 023 € | 11 054 € | | 0 € | 91 780 € | 248 840 € | 0 € | 0 € | 538 132 € |
| 77 | SEINE ET MARNE | | | 62 293 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -48 210 € | -46 567 € | 127 767 € | 0 € | 140 779 € | 236 061 € |
| 78 | YVELINES | | | 94 436 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 23 930 € | 228 746 € | 0 € | 0 € | 347 112 € |
| 79 | DEUX SEVRES | | | 170 901 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 10 679 € | -28 942 € | 15 691 € | 0 € | 0 € | 168 329 € |
| 80 | SOMME | | | 116 019 € | | 4 100 € | 121 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 9 891 € | 198 801 € | 0 € | 175 590 € | 504 522 € |
| 81 | TARN | | | 236 065 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 18 442 € | | 6 276 € | 28 435 € | 32 960 € | 0 € | 0 € | 322 178 € |
| 82 | TARN ET GARONNE | | | 90 269 € | | 4 100 € | 121 € | 0 € | 0 € | | 1 185 € | 43 742 € | 67 920 € | 0 € | 0 € | 207 337 € |
| 83 | VAR | | | 201 872 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 4 441 € | -187 567 € | 86 580 € | 0 € | 0 € | 105 326 € |
| 84 | VAUCLUSE | | | 71 265 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | -37 226 € | 22 063 € | 0 € | 0 € | 56 102 € |
| 85 | VENDEE | | | 259 775 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 322 € | -51 641 € | 89 929 € | 0 € | 0 € | 298 386 € |
| 86 | VIENNE | | -107 823 € | 65 580 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 2 042 € | 58 257 € | 157 404 € | 0 € | 0 € | 175 461 € |
| 87 | HAUTE VIENNE | | 107 823 € | 166 285 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 20 817 € | 95 005 € | 0 € | 0 € | 389 930 € |
| 88 | VOSGES | | | 161 534 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -1 707 € | 11 619 € | 21 054 € | 0 € | 0 € | 192 500 € |
| 89 | YONNE | | | 273 972 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 2 775 € | -8 756 € | 91 173 € | 0 € | 0 € | 359 163 € |
| 90 | TERRITOIRE DE BELFORT | | | 47 510 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 1 485 € | 3 847 € | 45 631 € | 0 € | 0 € | 98 473 € |
| 91 | ESSONNE | | | 36 422 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 28 939 € | -868 € | 18 729 € | 0 € | 0 € | 83 222 € |
| 92 | HAUTS DE SEINE | | | 154 587 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -7 301 € | 69 683 € | 53 868 € | 0 € | 0 € | 270 837 € |
| 93 | SEINE SAINT DENIS | | | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | -3 047 € | 0 € | 63 865 € | 1 017 228 € | 1 078 046 € |
| 94 | VAL DE MARNE | | | 134 936 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 3 285 € | 34 093 € | 25 002 € | 0 € | 0 € | 197 317 € |
| 95 | VAL D'OISE | | | 218 213 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | 36 571 € | 44 768 € | 108 309 € | 0 € | 0 € | 407 861 € |
| | Total métropole | 73 867 € | -34 518 € | 19 128 138 € | 71 660 € | 95 120 € | 2 807 € | 221 518 € | 359 032 € | 370 521 € | -789 903 € | 10 058 014 € | 98 439 € | 2 242 053 € | 31 896 748 € | |
| 971 | GUADELOUPE | | | 74 170 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 0 € | 66 730 € | 0 € | 0 € | 140 900 € |
| 972 | MARTINIQUE | | | 23 755 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | | 102 332 € | 282 € | 33 566 € | 0 € | 0 € | 159 935 € |
| 973 | GUYANE | | | 0 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 974 | REUNION | | | 124 836 € | | | 0 € | 0 € | 10 903 € | | 0 € | -35 141 € | 99 900 € | 0 € | 0 € | 200 498 € |
| | Total outre-mer | 0 € | 0 € | 222 761 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 10 903 € | 102 332 € | -34 859 € | 200 196 € | 0 € | 0 € | 501 333 € | |
| | TOTAL | 73 867 € | -34 518 € | 19 350 899 € | 71 660 € | 95 120 € | 2 807 € | 221 518 € | 369 935 € | 472 853 € | -824 762 € | 10 258 210 € | 98 439 € | 2 242 053 € | 32 398 081 € | |

ANNEXE N° 3

Ajustements par la LFR 08 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux départements

| | DEPARTEMENTS | Personnels Equipement | | | Personnels Monuments historiques | TOTAL Ajustement sous forme de DGD LFR 2008 |
|----|-------------------------|----------------------------------|---|---|----------------------------------|---|
| | | Ajustement ANT Ports services 07 | Ajustement personnels Ports services 07 | Ajustements postes vacants 08 services 07 | Ajustement personnels | |
| 01 | AIN | | | | | 0 € |
| 02 | AISNE | | | | | 0 € |
| 03 | ALLIER | | | | | 0 € |
| 04 | ALPES DE HAUTE PROVENCE | | | | | 0 € |
| 05 | HAUTES ALPES | | | | | 0 € |
| 06 | ALPES MARITIMES | | | | | 0 € |
| 07 | ARDECHE | | | | | 0 € |
| 08 | ARDENNES | | | | | 0 € |
| 09 | ARIEGE | | | | | 0 € |
| 10 | AUBE | | | | | 0 € |
| 11 | AUDE | | | | | 0 € |
| 12 | AVEYRON | | | | | 0 € |
| 13 | BOUCHES DU RHONE | | | | | 0 € |
| 14 | CALVADOS | | 602 € | | | 602 € |
| 15 | CANTAL | | | | | 0 € |
| 16 | CHARENTE | | | | | 0 € |
| 17 | CHARENTE MARITIME | | | | | 0 € |
| 18 | CHER | | | | | 0 € |
| 19 | CORREZE | | | | | 0 € |
| 2A | CORSE DU SUD | | | | | 0 € |
| 2B | HAUTE CORSE | | | | | 0 € |
| 21 | COTE D'OR | | | | 31 782 € | 31 782 € |
| 22 | COTES D'ARMOR | -61 484 € | -248 € | | | -61 732 € |
| 23 | CREUSE | | | | | 0 € |
| 24 | DORDOGNE | | | | | 0 € |
| 25 | DOUBS | | | | | 0 € |
| 26 | DROME | | | | | 0 € |
| 27 | EURE | | | | | 0 € |
| 28 | EURE ET LOIR | | | | | 0 € |
| 29 | FINISTERE | | | | | 0 € |
| 30 | GARD | | | | | 0 € |
| 31 | HAUTE GARONNE | | | | | 0 € |
| 32 | GERS | | | | | 0 € |
| 33 | GIRONDE | | | | | 0 € |
| 34 | HERAULT | | -28 957 € | | | -28 957 € |
| 35 | ILLE ET VILAINE | | | | | 0 € |
| 36 | INDRE | | | | | 0 € |
| 37 | INDRE ET LOIRE | | | | | 0 € |
| 38 | ISERE | | | | | 0 € |
| 39 | JURA | | | | | 0 € |
| 40 | LANDES | | | | | 0 € |
| 41 | LOIR ET CHER | | | | 61 320 € | 61 320 € |
| 42 | LOIRE | | | | | 0 € |
| 43 | HAUTE LOIRE | | | | | 0 € |
| 44 | LOIRE ATLANTIQUE | | | | | 0 € |
| 45 | LOIRET | | | | | 0 € |
| 46 | LOT | | | | | 0 € |
| 47 | LOT ET GARONNE | | | | | 0 € |
| 48 | LOZERE | | | | | 0 € |
| 49 | MAINE ET LOIRE | | | | | 0 € |
| 50 | MANCHE | | | | | 0 € |
| 51 | MARNE | | | | | 0 € |
| 52 | HAUTE MARNE | | | | | 0 € |
| 53 | MAYENNE | | | | | 0 € |
| 54 | MEURTHE ET MOSELLE | | | | | 0 € |
| 55 | MEUSE | | | | | 0 € |

ANNEXE N° 3

Ajustements par la LFR 08 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux départements

| | DEPARTEMENTS | Personnels Equipement | | | Personnels Monuments historiques | TOTAL Ajustement sous forme de DGD LFR 2008 |
|--------------|------------------------|----------------------------------|---|---|----------------------------------|---|
| | | Ajustement ANT Ports services 07 | Ajustement personnels Ports services 07 | Ajustements postes vacants 08 services 07 | Ajustement personnels | |
| 56 | MORBIHAN | | | | | 0 € |
| 57 | MOSELLE | | | | | 0 € |
| 58 | NIEVRE | | | | | 0 € |
| 59 | NORD | | | | | 0 € |
| 60 | OISE | | | | | 0 € |
| 61 | ORNE | | | | | 0 € |
| 62 | PAS DE CALAIS | | | | | 0 € |
| 63 | PUY DE DOME | | | | | 0 € |
| 64 | PYRENEES ATLANTIQUES | 143 959 € | -1 136 € | | | 142 823 € |
| 65 | HAUTES PYRENEES | | | | | 0 € |
| 66 | PYRENEES ORIENTALES | | 29 156 € | 10 480 € | | 39 636 € |
| 67 | BAS RHIN | | | | 336 848 € | 336 848 € |
| 68 | HAUT RHIN | | | | | 0 € |
| 69 | RHONE | | | | | 0 € |
| 70 | HAUTE SAONE | | | | | 0 € |
| 71 | SAONE ET LOIRE | | | | | 0 € |
| 72 | SARTHE | | | | | 0 € |
| 73 | SAVOIE | | | | | 0 € |
| 74 | HAUTE SAVOIE | | | | | 0 € |
| 75 | PARIS | | | | | 0 € |
| 76 | SEINE MARITIME | | | | | 0 € |
| 77 | SEINE ET MARNE | | | | | 0 € |
| 78 | YVELINES | | | | | 0 € |
| 79 | DEUX SEVRES | | | | | 0 € |
| 80 | SOMME | | | | | 0 € |
| 81 | TARN | | | | | 0 € |
| 82 | TARN ET GARONNE | | | | | 0 € |
| 83 | VAR | | | | | 0 € |
| 84 | VAUCLUSE | | | | | 0 € |
| 85 | VENDEE | | 888 € | 25 990 € | | 26 878 € |
| 86 | VIENNE | | | | | 0 € |
| 87 | HAUTE VIENNE | | | | | 0 € |
| 88 | VOSGES | | | | | 0 € |
| 89 | YONNE | | | | | 0 € |
| 90 | TERRITOIRE DE BELFORT | | | | | 0 € |
| 91 | ESSONNE | | | | | 0 € |
| 92 | HAUTS DE SEINE | | | | | 0 € |
| 93 | SEINE SAINT DENIS | | | | | 0 € |
| 94 | VAL DE MARNE | | | | | 0 € |
| 95 | VAL D'OISE | | | | | 0 € |
| | Total métropole | 82 475 € | 305 € | 36 470 € | 429 950 € | 549 200 € |
| 971 | GUADELOUPE | | | | | 0 € |
| 972 | MARTINIQUE | | | | | 0 € |
| 973 | GUYANE | | | | | 0 € |
| 974 | REUNION | | | | | 0 € |
| | Total outre-mer | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL | | 82 475 € | 305 € | 36 470 € | 429 950 € | 549 200 € |

ANNEXE N° 4

Les mesures non-pérennes prévues par la LFR 2008 au profit des régions de métropole (sous forme de TIPP) et des régions d'outre-mer (sous forme de DGD)

| REGIONS | Licences IGN des personnels de l'inventaire générale du patrimoine culturel | Ajustement ANT TOS des lycées agricoles Agriculture | Personnels Equipement Vacants 07 après transfert services 07 Lycées maritimes (régions de métropole) et RNIL (régions d'outre- mer) | Personnels de l'éducation nationale | | | | | | | TOTAL |
|----------------------------|--|---|--|-------------------------------------|---|--|------------------------|-------------------------|--|------------------------|---------------------|
| | | | | Ajustement TOS | Ajustement action sociale des titulaires ayant opté (TOS et GTOS) | Ajustement 1 % formation (GTOS et TOS) | TOS vacants 2007 | GTOS vacants 2007 | Frais de fonctionnement GTOS vacants 2007 | TOS vacants 2008 | |
| ALSACE | 8 500 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 28 476 € | 0 € | 0 € | 106 784 € | 143 760 € |
| AQUITAINE | 18 700 € | | | -112 730 € | -414 € | -731 € | -30 868 € | 170 743 € | 0 € | 398 906 € | 443 606 € |
| AUVERGNE | 15 300 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 190 046 € | 48 844 € | 0 € | 57 014 € | 311 203 € |
| BOURGOGNE | 15 300 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 378 307 € | 0 € | 0 € | 104 034 € | 497 641 € |
| BRETAGNE | 15 300 € | 156 435 € | 8 413 € | 0 € | 0 € | 0 € | 61 857 € | 37 584 € | 0 € | 226 017 € | 505 607 € |
| CENTRE | 22 100 € | | | 319 444 € | 1 086 € | 2 042 € | 265 213 € | 200 894 € | 0 € | 660 665 € | 1 471 444 € |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 15 300 € | | | 25 335 € | 92 € | 163 € | 116 039 € | 0 € | 0 € | 206 028 € | 362 956 € |
| CORSE | 0 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 70 681 € | 1 524 € | 0 € | 199 421 € | 271 626 € |
| FRANCHE-COMTE | 15 300 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | -35 580 € | 0 € | 0 € | 332 082 € | 311 802 € |
| ILE-DE-FRANCE | 10 500 € | | | 345 517 € | 1 099 € | 2 010 € | 1 812 658 € | 489 479 € | 0 € | 981 960 € | 3 643 223 € |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 18 700 € | | | 62 471 € | 183 € | 355 € | 233 171 € | 0 € | 0 € | 71 379 € | 386 258 € |
| LIMOUSIN | 11 900 € | 110 708 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 649 991 € | 5 032 € | 0 € | 129 527 € | 907 157 € |
| LORRAINE | 15 300 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 256 422 € | 151 614 € | 0 € | 940 214 € | 1 363 551 € |
| MIDI-PYRENEES | 28 900 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 276 031 € | 0 € | 0 € | 148 632 € | 453 564 € |
| NORD-PAS DE CALAIS | 8 500 € | 2 407 € | | -149 203 € | -457 € | -858 € | 256 176 € | 86 433 € | 0 € | 213 081 € | 416 078 € |
| BASSE-NORMANDIE | 11 900 € | | | 56 119 € | 183 € | 361 € | 369 016 € | 0 € | 0 € | 211 886 € | 649 465 € |
| HAUTE-NORMANDIE | 8 500 € | | 8 413 € | 0 € | 0 € | 0 € | 326 118 € | 120 039 € | 0 € | 171 390 € | 634 461 € |
| PAYS DE LOIRE | 18 700 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 95 540 € | 1 129 € | 0 € | 210 189 € | 325 558 € |
| PICARDIE | 11 900 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 252 768 € | -9 074 € | 0 € | 292 927 € | 548 521 € |
| POITOU-CHARENTES | 15 300 € | | | -55 487 € | -187 € | -335 € | 122 756 € | -606 € | 0 € | 0 € | 81 442 € |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 22 100 € | 12 033 € | | 0 € | 0 € | 0 € | 327 564 € | 0 € | 0 € | 197 502 € | 559 199 € |
| RHONE-ALPES | 28 900 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 838 535 € | 45 899 € | 3 935 € | 23 822 € | 941 091 € |
| Total métropole | 336 900 € | 281 583 € | 16 826 € | 491 466 € | 1 585 € | 3 007 € | 6 860 915 € | 1 349 535 € | 3 935 € | 5 883 461 € | 15 229 212 € |
| GUADELOUPE | 6 100 € | | -104 € | -508 371 € | -1 254 € | -2 320 € | 0 € | 3 661 € | 0 € | 109 647 € | -392 641 € |
| MARTINIQUE | 4 700 € | | 5 807 € | 0 € | 0 € | 0 € | 84 615 € | 0 € | 0 € | 148 077 € | 243 200 € |
| GUYANE | 6 100 € | | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 173 234 € | 179 334 € |
| REUNION | 6 100 € | | | 37 335 € | 92 € | 166 € | 164 009 € | 0 € | 0 € | 134 488 € | 342 190 € |
| Total outre-mer | 23 000 € | 0 € | 5 703 € | -471 036 € | -1 162 € | -2 154 € | 248 625 € | 3 661 € | 0 € | 565 446 € | 372 083 € |
| Total | 359 900 € | 281 583 € | 22 529 € | 20 430 € | 423 € | 853 € | 7 109 540 € | 1 353 196 € | 3 935 € | 6 448 907 € | 15 601 295 € |

ANNEXE N° 5

Les mesures non-pérennes de compensation prévues par la LFR 2008 au profit des départements sous forme de TIPP (loi du 13 août 2004)

| Départements | FARPI | Personnels de l'éducation nationale | | | | | | | Personnels de l'équipement | | | | Personnels du ministère de l'intérieur |
|-------------------------|-------|-------------------------------------|-----------------|---|--|------------------|-------------------|------------------|----------------------------|-----------------------|--|--|--|
| | | Ajustement TOS | Ajustement GTOS | Ajustement action sociale des titulaires ayant opté (TOS et GTOS) | Ajustement 1 % formation (GTOS et TOS) | TOS vacants 2007 | GTOS vacants 2007 | TOS vacants 2008 | ANT vacants 2007 RD | ANT vacants 2007 RNIL | Vacants 2007 après transfert services intervenus en 2007 pour les RD | Vacants 2007 après transfert services intervenus en 2007 pour les RNIL | Vacants intermédiaires RMI/FSL |
| AIN | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -23 822 € | 12 438 € | 171 519 € | 0 € | 0 € | 28 028 € | 17 126 € | 0 € |
| AISNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 94 493 € | 0 € | 28 348 € | 0 € | 0 € | 41 516 € | 29 694 € | 0 € |
| ALLIER | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 756 € | 0 € | 16 629 € | 0 € | 0 € | 67 286 € | -66 € | 0 € |
| ALPES DE HAUTE PROVENCE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 139 696 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 13 953 € | 10 831 € | 0 € |
| HAUTES ALPES | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 24 086 € | 0 € | 0 € | 11 581 € | 0 € | 11 276 € | 8 843 € | 0 € |
| ALPES MARITIMES | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 134 879 € | 0 € | 19 268 € | 0 € | 2 131 € | 146 069 € | 35 928 € | 0 € |
| ARDECHE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 47 644 € | 0 € | 0 € | 2 645 € | 1 959 € | -1 569 € | 10 347 € | 0 € |
| ARDENNES | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -61 572 € | 0 € | 35 522 € | 20 520 € | 0 € | 4 087 € | 1 748 € | 0 € |
| ARIEGE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 592 € | 0 € | 40 107 € | 0 € | 0 € | 53 796 € | 0 € | 0 € |
| AUBE | | -29 106 € | 0 € | -92 € | -163 € | 61 572 € | 0 € | 9 473 € | 0 € | 0 € | 27 813 € | 0 € | 0 € |
| AUDE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 152 275 € | 759 € | 2 165 € | 83 911 € | 8 655 € | 0 € |
| AVEYRON | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 58 981 € | 0 € | 80 214 € | 0 € | 0 € | 67 450 € | 1 782 € | 0 € |
| BOUCHES DU RHONE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 368 509 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 45 209 € | 21 313 € | 0 € |
| CALVADOS | | 26 500 € | 0 € | 92 € | 171 € | 242 836 € | 29 152 € | 59 519 € | 0 € | 0 € | 103 309 € | 0 € | 103 912 € |
| CANTAL | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 33 258 € | 0 € | 0 € | 21 110 € | 0 € | 0 € |
| CHARENTE | | 237 117 € | 0 € | 705 € | 1 343 € | 4 721 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 52 903 € | 0 € | 0 € |
| CHARENTE MARITIME | | 25 268 € | 0 € | 92 € | 164 € | 106 231 € | 2 517 € | 0 € | 0 € | 0 € | 34 617 € | 3 790 € | 0 € |
| CHER | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 680 € | 16 792 € | 99 455 € | 0 € | 0 € | 35 964 € | 6 098 € | 87 360 € |
| CORREZE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -51 811 € | 0 € | 58 876 € | 0 € | 0 € | 43 746 € | 6 533 € | 0 € |
| CORSE DU SUD | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 51 505 € | 0 € | 0 € |
| HAUTE CORSE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 20 795 € | 0 € | 0 € |
| COTE D'OR | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 59 110 € | -5 659 € | 2 364 € | 0 € | 0 € | 69 336 € | 26 569 € | 0 € |
| COTES D'ARMOR | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 28 550 € | -6 834 € | 59 478 € | 31 171 € | 0 € | 31 229 € | 0 € | 0 € |
| CREUSE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 32 971 € | 0 € | 0 € | 42 692 € | 0 € | 0 € |
| DORDOGNE | | 91 792 € | 0 € | 353 € | 641 € | 135 343 € | 0 € | 156 713 € | 0 € | 0 € | 49 291 € | 5 807 € | 0 € |
| DOUBS | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 35 580 € | 46 492 € | 125 717 € | 29 393 € | 0 € | 17 718 € | 0 € | 0 € |
| DROME | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 19 058 € | 0 € | 0 € | 1 515 € | 0 € | 21 116 € | 0 € | 0 € |
| EURE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 71 413 € | 0 € | 142 825 € | 0 € | 0 € | 69 141 € | 1 650 € | 0 € |
| EURE ET LOIR | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 142 078 € | 24 173 € | 63 935 € | 0 € | 0 € | 79 416 € | 70 € | 0 € |
| FINISTERE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 47 583 € | -2 889 € | 183 193 € | 0 € | 0 € | 84 870 € | 0 € | 0 € |
| GARD | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -47 586 € | 0 € | 80 896 € | 0 € | 0 € | 26 132 € | 0 € | 0 € |
| HAUTE GARONNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 117 962 € | 0 € | 7 078 € | 31 028 € | 36 740 € | 19 038 € | -28 886 € | 0 € |
| GERES | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 796 € | 0 € | 14 155 € | 0 € | 0 € | 21 381 € | 0 € | 0 € |
| GIRONDE | | -52 790 € | 0 € | -201 € | -365 € | 125 845 € | 57 386 € | 294 431 € | 44 111 € | 4 175 € | 48 056 € | -4 067 € | 0 € |
| HERAULT | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -11 896 € | 0 € | 121 344 € | 0 € | 0 € | 51 395 € | -7 918 € | 0 € |
| ILLE ET VILAINE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 896 € | -12 612 € | 35 687 € | 0 € | 0 € | 3 492 € | 0 € | 0 € |
| INDRE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 16 576 € | 20 513 € | 23 680 € | 29 504 € | 0 € | 5 710 € | 3 247 € | 0 € |
| INDRE ET LOIRE | | -25 533 € | 0 € | -92 € | -165 € | 120 767 € | 14 441 € | 71 039 € | 0 € | 0 € | 28 441 € | 1 848 € | 0 € |
| ISERE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 95 288 € | 4 743 € | 0 € | 0 € | 0 € | 119 700 € | 10 122 € | 0 € |

ANNEXE N° 5

Les mesures non-pérennes de compensation prévues par la LFR 2008 au profit des départements sous forme de TIPP (loi du 13 août 2004)

| Départements | FARPI | Personnels de l'éducation nationale | | | | | | | Personnels de l'équipement | | | | Personnels du ministère de l'intérieur |
|----------------------|-----------|-------------------------------------|-----------------|---|--|------------------|-------------------|------------------|----------------------------|-----------------------|--|--|--|
| | | Ajustement TOS | Ajustement GTOS | Ajustement action sociale des titulaires ayant opté (TOS et GTOS) | Ajustement 1 % formation (GTOS et TOS) | TOS vacants 2007 | GTOS vacants 2007 | TOS vacants 2008 | ANT vacants 2007 RD | ANT vacants 2007 RNIL | Vacants 2007 après transfert services intervenus en 2007 pour les RD | Vacants 2007 après transfert services intervenus en 2007 pour les RNIL | Vacants intermédiaires RMI/FSL |
| JURA | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 16 604 € | 0 € | 23 720 € | 5 498 € | 0 € | 46 472 € | 11 607 € | 0 € |
| LANDES | | -19 € | 0 € | 0 € | 0 € | 213 700 € | 28 693 € | 187 581 € | 0 € | 0 € | 17 487 € | 3 695 € | 0 € |
| LOIR ET CHER | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 71 039 € | 38 840 € | 56 831 € | 0 € | 0 € | 10 879 € | 1 903 € | 0 € |
| LOIRE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 71 466 € | 6 766 € | 16 675 € | 0 € | 0 € | 88 375 € | 0 € | 0 € |
| HAUTE LOIRE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 30 882 € | 0 € | 0 € | 51 587 € | 0 € | 6 868 € |
| LOIRE ATLANTIQUE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 47 770 € | 34 432 € | 59 713 € | 0 € | 0 € | 57 686 € | 7 985 € | 10 644 € |
| LOIRET | | 25 448 € | 0 € | 91 € | 165 € | 153 918 € | -2 233 € | 175 230 € | 0 € | 0 € | 9 634 € | 7 001 € | 0 € |
| LOT | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -2 359 € | 0 € | 70 777 € | 3 753 € | 0 € | 57 723 € | 18 726 € | 0 € |
| LOT ET GARONNE | | 43 641 € | 0 € | 170 € | 306 € | 132 969 € | 39 699 € | 73 608 € | 0 € | 0 € | 36 425 € | 0 € | 0 € |
| LOZERE | | 25 718 € | 0 € | 92 € | 166 € | 23 793 € | 0 € | 240 308 € | 0 € | 0 € | 57 911 € | 0 € | 0 € |
| MAINE ET LOIRE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 31 051 € | 0 € | 47 770 € | 0 € | 0 € | 20 259 € | 14 451 € | 0 € |
| MANCHE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 119 037 € | 0 € | 57 138 € | 6 443 € | 0 € | 76 256 € | 3 101 € | 72 740 € |
| MARNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 89 989 € | 0 € | 59 203 € | 0 € | 0 € | 30 926 € | 21 775 € | 0 € |
| HAUTE MARNE | | -3 285 € | -31 377 € | -73 € | -176 € | 18 945 € | 27 393 € | 97 094 € | 5 734 € | 0 € | 33 511 € | -66 € | 0 € |
| MAYENNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 21 497 € | 0 € | 128 979 € | 0 € | 0 € | 20 378 € | 0 € | 0 € |
| MEURTHE ET MOSELLE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 61 731 € | 27 927 € | 78 351 € | 0 € | 0 € | 36 259 € | 0 € | 0 € |
| MEUSE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 68 854 € | 3 082 € | 0 € | 36 664 € | 0 € | 0 € |
| MORBIHAN | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 896 € | 0 € | 23 791 € | 33 628 € | 0 € | 69 694 € | 0 € | 0 € |
| MOSELLE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -113 965 € | 19 152 € | 54 608 € | 0 € | 0 € | 62 047 € | 41 439 € | 103 910 € |
| NIEVRE | 147 734 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -11 822 € | -6 989 € | 14 186 € | 0 € | 0 € | 52 261 € | 13 707 € | 25 978 € |
| NORD | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 158 015 € | 3 533 € | 69 431 € | 52 155 € | 0 € | 57 687 € | 4 737 € | 107 158 € |
| OISE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 59 058 € | 0 € | 75 594 € | 0 € | 0 € | 5 279 € | 9 159 € | 0 € |
| ORNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 59 519 € | 0 € | 102 372 € | 0 € | 0 € | 38 338 € | 11 416 € | 48 852 € |
| PAS DE CALAIS | | -36 844 € | 0 € | -92 € | -165 € | 136 467 € | 0 € | 114 920 € | 20 429 € | 0 € | 63 152 € | 10 669 € | 92 482 € |
| PUY DE DOME | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 97 398 € | 0 € | 9 502 € | 0 € | 0 € | 78 656 € | 7 720 € | 0 € |
| PYRENEES ATLANTIQUES | | 51 411 € | 0 € | 183 € | 332 € | 23 744 € | 0 € | 330 047 € | 768 € | 0 € | 11 151 € | 9 370 € | 0 € |
| HAUTES PYRENEES | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 592 € | 0 € | 0 € | 16 893 € | 2 066 € | 4 628 € |
| PYRENEES ORIENTALES | | 263 049 € | 0 € | 824 € | 1 548 € | 23 793 € | 0 € | 159 413 € | 0 € | 0 € | 29 298 € | 21 835 € | 0 € |
| BAS RHIN | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 71 190 € | 48 919 € | 137 633 € | 0 € | 0 € | 39 635 € | 7 720 € | 0 € |
| HAUT RHIN | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 865 € | 0 € | 11 865 € | 0 € | 0 € | 31 080 € | 3 629 € | 57 868 € |
| RHONE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 438 325 € | 19 043 € | 304 922 € | 0 € | 0 € | 51 553 € | 6 333 € | 0 € |
| HAUTE SAONE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 35 580 € | 0 € | 75 904 € | 0 € | 0 € | 38 668 € | 0 € | 0 € |
| SAONE ET LOIRE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 644 € | 15 487 € | 167 874 € | 0 € | 0 € | 35 144 € | -2 229 € | 0 € |
| SARTHE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 62 101 € | 0 € | 2 359 € | 52 910 € | 7 033 € | 0 € |
| SAVOIE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 47 644 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 45 389 € | 8 661 € | 0 € |
| HAUTE SAVOIE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 159 607 € | 4 743 € | 0 € | 0 € | 0 € | 28 084 € | 18 550 € | 0 € |
| PARIS | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 66 952 € | 0 € | 89 269 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| SEINE MARITIME | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 126 162 € | 0 € | 202 336 € | 0 € | 0 € | 31 871 € | 0 € | 0 € |
| SEINE ET MARNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 349 637 € | 38 192 € | 116 546 € | 0 € | 0 € | 10 537 € | 0 € | 0 € |

ANNEXE N° 5

Les mesures non-pérennes de compensation prévues par la LFR 2008 au profit des départements sous forme de TIPP (loi du 13 août 2004)

| Départements | FARPI | Personnels de l'éducation nationale | | | | | | | Personnels de l'équipement | | | | Personnels du ministère de l'intérieur |
|-----------------------|------------------|-------------------------------------|------------------|---|--|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------|--|--|--|
| | | Ajustement TOS | Ajustement GTOS | Ajustement action sociale des titulaires ayant opté (TOS et GTOS) | Ajustement 1 % formation (GTOS et TOS) | TOS vacants 2007 | GTOS vacants 2007 | TOS vacants 2008 | ANT vacants 2007 RD | ANT vacants 2007 RNIL | Vacants 2007 après transfert services intervenus en 2007 pour les RD | Vacants 2007 après transfert services intervenus en 2007 pour les RNIL | Vacants intermédiaires RMI/FSL |
| YVELINES | | 57 133 € | 0 € | 183 € | 328 € | 190 937 € | 129 802 € | 153 741 € | 0 € | 0 € | 20 914 € | 5 873 € | 0 € |
| DEUX SEVRES | | 58 281 € | 0 € | 183 € | 329 € | -23 607 € | 0 € | 0 € | 16 938 € | 0 € | -19 138 € | 0 € | 0 € |
| SOMME | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 35 435 € | 0 € | 51 971 € | 0 € | 0 € | 26 074 € | -79 € | 0 € |
| TARN | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 47 185 € | 0 € | 106 166 € | 0 € | 0 € | 29 065 € | 6 575 € | 28 284 € |
| TARN ET GARONNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 592 € | 0 € | 42 466 € | 0 € | 0 € | 24 996 € | 0 € | 0 € |
| VAR | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 284 210 € | 28 575 € | 146 922 € | 0 € | 0 € | 39 448 € | 1 983 € | 0 € |
| VAUCLUSE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 168 599 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 27 120 € | 0 € | 0 € |
| VENDEE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 143 310 € | 0 € | 62 101 € | 0 € | 0 € | 16 984 € | -765 € | 0 € |
| VIENNE | | 31 690 € | 0 € | 101 € | 206 € | 153 445 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 20 924 € | 0 € | 0 € |
| HAUTE VIENNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 105 977 € | 0 € | 68 296 € | 0 € | 0 € | 32 531 € | 0 € | 0 € |
| VOSGES | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 23 743 € | 8 969 € | 40 363 € | 0 € | 0 € | 50 163 € | 0 € | 0 € |
| YONNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 35 466 € | 0 € | 26 009 € | 0 € | 0 € | 86 443 € | 12 705 € | 0 € |
| TERRITOIRE DE BELFORT | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 7 390 € | 0 € | 0 € |
| ESSONNE | | -26 743 € | 0 € | -91 € | -165 € | 285 165 € | 87 137 € | 131 424 € | 0 € | 0 € | 0 € | 7 983 € | 0 € |
| HAUTS DE SEINE | | 3 736 € | 0 € | 0 € | 0 € | 235 571 € | 120 014 € | 176 058 € | 40 722 € | 0 € | 32 649 € | 25 027 € | 0 € |
| SEINE SAINT DENIS | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 495 939 € | 63 741 € | 119 025 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| VAL DE MARNE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 119 025 € | 41 840 € | 71 911 € | 0 € | 20 767 € | 20 873 € | 35 179 € | 0 € |
| VAL D'OISE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 188 457 € | 111 899 € | 126 465 € | 16 510 € | 29 685 € | 41 262 € | -12 040 € | 60 396 € |
| GUADELOUPE | | 508 371 € | 0 € | 1 254 € | 2 320 € | 0 € | 3 661 € | 124 876 € | 0 € | 0 € | 39 768 € | 0 € | 0 € |
| MARTINIQUE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -15 110 € | 0 € | 54 396 € | 0 € | 0 € | 6 005 € | 0 € | 0 € |
| GUYANE | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 62 994 € | 0 € | 110 240 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| REUNION | | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 334 579 € | 0 € | 403 463 € | 0 € | 0 € | 10 805 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL | 147 734 € | 1 274 836 € | -31 377 € | 3 681 € | 6 820 € | 7 937 606 € | 1 139 891 € | 7 854 484 € | 407 886 € | 99 980 € | 3 792 963 € | 525 498 € | 811 080 € |

ANNEXE N° 6

L'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne-temps des agents transférés en 2008 aux régions

| Régions | CET des personnels des aérodromes |
|----------------------------|-----------------------------------|
| ALSACE | |
| AQUITAINE | 2 429 € |
| AUVERGNE | |
| BOURGOGNE | |
| BRETAGNE | 3 329 € |
| CENTRE | |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | |
| CORSE | |
| FRANCHE-COMTE | |
| ILE-DE-FRANCE | |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | |
| LIMOUSIN | |
| LORRAINE | |
| MIDI-PYRENEES | |
| NORD-PAS DE CALAIS | 24 181 € |
| BASSE-NORMANDIE | |
| HAUTE-NORMANDIE | |
| PAYS DE LOIRE | |
| PICARDIE | |
| POITOU-CHARENTES | |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | |
| RHONE-ALPES | |
| Total | 29 939 € |

ANNEXE N° 7**L'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents transférés en 2008 aux départements**

| Départements | CET des personnels de l'aménagement foncier | CET des personnels des RD et RNIL de Seine-Saint-Denis | CET des personnels des affaires sociales |
|-------------------------|---|--|--|
| AIN | | | 0 € |
| AISNE | | | 0 € |
| ALLIER | 1 859 € | | 0 € |
| ALPES DE HAUTE PROVENCE | | | 0 € |
| HAUTES ALPES | | | 0 € |
| ALPES MARITIMES | | | 0 € |
| ARDECHE | | | 0 € |
| ARDENNES | | | 0 € |
| ARIEGE | | | 0 € |
| AUBE | | | 0 € |
| AUDE | | | 0 € |
| AVEYRON | | | 0 € |
| BOUCHES DU RHONE | | | 0 € |
| CALVADOS | | | 0 € |
| CANTAL | | | 4 160 € |
| CHARENTE | | | 0 € |
| CHARENTE MARITIME | | | 0 € |
| CHER | | | 0 € |
| CORREZE | | | 0 € |
| CORSE DU SUD | | | 1 430 € |
| HAUTE CORSE | | | 0 € |
| COTE D'OR | | | 0 € |
| COTES D'ARMOR | | | 1 520 € |
| CREUSE | | | 0 € |
| DORDOGNE | | | 0 € |
| DOUBS | | | 0 € |
| DROME | | | 0 € |
| EURE | | | 0 € |
| EURE ET LOIR | | | 195 € |
| FINISTERE | | | 910 € |
| GARD | | | 0 € |
| HAUTE GARONNE | | | 0 € |
| GERS | | | 0 € |
| GIRONDE | | | 0 € |
| HERAULT | | | 0 € |
| ILLE ET VILAINE | | | 0 € |
| INDRE | | | 0 € |
| INDRE ET LOIRE | | | 0 € |
| ISERE | | | 0 € |
| JURA | | | 0 € |
| LANDES | | | 585 € |
| LOIR ET CHER | | | 440 € |
| LOIRE | | | 0 € |
| HAUTE LOIRE | | | 0 € |
| LOIRE ATLANTIQUE | | | 7 440 € |
| LOIRET | | | 0 € |
| LOT | | | 0 € |
| LOT ET GARONNE | | | 0 € |

ANNEXE N° 7

L'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents transférés en 2008 aux départements

| Départements | CET des personnels de l'aménagement foncier | CET des personnels des RD et RNIL de Seine-Saint-Denis | CET des personnels des affaires sociales |
|-----------------------|---|--|--|
| LOZERE | | | 0 € |
| MAINE ET LOIRE | | | 0 € |
| MANCHE | | | 0 € |
| MARNE | | | 0 € |
| HAUTE MARNE | | | 0 € |
| MAYENNE | | | 0 € |
| MEURTHE ET MOSELLE | | | 0 € |
| MEUSE | | | 0 € |
| MORBIHAN | | | 0 € |
| MOSELLE | | | 455 € |
| NIEVRE | | | 500 € |
| NORD | | | 0 € |
| OISE | | | 0 € |
| ORNE | | | 0 € |
| PAS DE CALAIS | | | 1 105 € |
| PUY DE DOME | | | 2 375 € |
| PYRENEES ATLANTIQUES | | | 0 € |
| HAUTES PYRENEES | | | 0 € |
| PYRENEES ORIENTALES | | | 0 € |
| BAS RHIN | | | 0 € |
| HAUT RHIN | | | 0 € |
| RHONE | | | 0 € |
| HAUTE SAONE | | | 0 € |
| SAONE ET LOIRE | | | 455 € |
| SARTHE | | | 0 € |
| SAVOIE | | | 0 € |
| HAUTE SAVOIE | | | 0 € |
| PARIS | | | 0 € |
| SEINE MARITIME | | | 0 € |
| SEINE ET MARNE | | | 0 € |
| YVELINES | | | 0 € |
| DEUX SEVRES | | | 0 € |
| SOMME | | | 0 € |
| TARN | | | 0 € |
| TARN ET GARONNE | 1 508 € | | 0 € |
| VAR | | | 0 € |
| VAUCLUSE | | | 880 € |
| VENDEE | | | 0 € |
| Vienne | | | 0 € |
| HAUTE VIENNE | | | 0 € |
| VOSGES | | | 618 € |
| YONNE | | | 0 € |
| TERRITOIRE DE BELFORT | | | 1 430 € |
| ESSONNE | | | 0 € |
| HAUTS DE SEINE | | | 0 € |
| SEINE SAINT DENIS | | 24 384 € | 0 € |
| VAL DE MARNE | | | 0 € |
| VAL D'OISE | | | 0 € |

ANNEXE N° 7

L'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents transférés en 2008 aux départements

| Départements | CET des personnels de l'aménagement foncier | CET des personnels des RD et RNIL de Seine-Saint-Denis | CET des personnels des affaires sociales |
|--------------|---|--|--|
| GUADELOUPE | | | 0 € |
| MARTINIQUE | | | 0 € |
| GUYANE | | | 0 € |
| REUNION | | | 0 € |
| TOTAL | 3 367 € | 24 384 € | 24 498 € |

ANNEXE N° 8

Le versement non pérenne lié au rattrapage, du au titre des années 2005 à 2008, de
la compensation des bourses sanitaires et des bourses sociales (TIPP pour les
régions de métropole et DGD pour les régions de métropole)

| REGIONS | Ajustement Bourses sanitaires 2005 à 2008 | Ajustement Bourses sociales 2005 à 2008 au titre |
|----------------------------|---|--|
| ALSACE | -262 321 € | 0 € |
| AQUITAINE | 1 231 623 € | 482 423 € |
| AUVERGNE | -118 439 € | 963 € |
| BOURGOGNE | 801 686 € | 217 337 € |
| BRETAGNE | 1 548 806 € | 119 792 € |
| CENTRE | 1 550 688 € | 349 373 € |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 1 208 979 € | 152 213 € |
| CORSE | 362 673 € | 13 509 € |
| FRANCHE-COMTE | -25 644 € | 66 824 € |
| ILE-DE-FRANCE | 665 952 € | 693 552 € |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 810 775 € | 0 € |
| LIMOUSIN | 309 840 € | 18 179 € |
| LORRAINE | 3 192 122 € | 712 093 € |
| MIDI-PYRENEES | 731 656 € | 295 815 € |
| NORD-PAS DE CALAIS | 1 922 609 € | 1 167 079 € |
| BASSE-NORMANDIE | 690 264 € | 317 075 € |
| HAUTE-NORMANDIE | 3 044 141 € | 1 216 460 € |
| PAYS DE LOIRE | -255 183 € | 0 € |
| PICARDIE | 1 149 053 € | 0 € |
| POITOU-CHARENTES | 801 041 € | 0 € |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 2 596 937 € | 1 211 636 € |
| RHONE-ALPES | 3 644 620 € | 2 309 542 € |
| Total métropole | 25 601 879 € | 9 343 865 € |
| GUADELOUPE | 312 106 € | 0 € |
| MARTINIQUE | 319 279 € | 118 265 € |
| GUYANE | 47 603 € | 0 € |
| REUNION | 280 251 € | 84 744 € |
| Total outre-mer | 959 239 € | 203 009 € |
| TOTAL | 26 561 118 € | 9 546 874 € |

ANNEXE N°9

**Le versement non pérenne de compensation résultant pour les départements de l'accroissement de leurs charges dans le domaine de la formation des
assistants maternels**

| Département | Régularisation de la compensation au titre de l'année 2007 | | | Montant de la compensation due au titre de l'année 2008 | | | Total mesure LFR 2008 |
|-------------------------|--|---|-----------|---|---|-----------|-----------------------|
| | Formation initiale obligatoire | Formation d'initiation aux gestes de secourisme | Total | Formation initiale obligatoire | Formation d'initiation aux gestes de secourisme | Total | |
| Ain | 1 € | 0 € | 1 € | 294 999 € | 56 994 € | 351 994 € | 351 996 € |
| Aisne | 0 € | 0 € | 0 € | 228 416 € | 44 130 € | 272 546 € | 272 546 € |
| Allier | -1 € | 0 € | -1 € | 66 180 € | 12 786 € | 78 966 € | 78 965 € |
| Alpes-de-Haute-Provence | 0 € | 0 € | 0 € | 21 971 € | 4 245 € | 26 216 € | 26 216 € |
| Hautes-Alpes | 2 144 € | 414 € | 2 558 € | 26 258 € | 5 073 € | 31 331 € | 33 889 € |
| Alpes-Maritimes | 0 € | 0 € | 0 € | 139 461 € | 26 944 € | 166 405 € | 166 405 € |
| Ardèche | 0 € | 0 € | 0 € | 74 085 € | 14 313 € | 88 398 € | 88 398 € |
| Ardennes | 0 € | 0 € | 0 € | 69 664 € | 13 459 € | 83 123 € | 83 123 € |
| Ariège | 1 € | 0 € | 1 € | 31 349 € | 6 057 € | 37 406 € | 37 407 € |
| Aube | 0 € | 0 € | 0 € | 58 276 € | 11 259 € | 69 535 € | 69 535 € |
| Aude | -1 € | 0 € | -1 € | 75 156 € | 14 520 € | 89 676 € | 89 675 € |
| Aveyron | 0 € | 0 € | 0 € | 57 606 € | 11 130 € | 68 736 € | 68 736 € |
| Bouches du Rhône | 102 754 € | 19 852 € | 122 607 € | 300 626 € | 58 081 € | 358 707 € | 481 314 € |
| Calvados | 1 € | 0 € | 1 € | 236 455 € | 45 683 € | 282 138 € | 282 139 € |
| Cantal | 0 € | 0 € | 0 € | 55 597 € | 10 741 € | 66 338 € | 66 338 € |
| Charente | 0 € | 0 € | 0 € | 75 826 € | 14 650 € | 90 476 € | 90 476 € |
| Charente-Maritime | 0 € | 0 € | 0 € | 281 066 € | 54 302 € | 335 368 € | 335 368 € |
| Cher | 0 € | 0 € | 0 € | 109 854 € | 21 224 € | 131 078 € | 131 078 € |
| Corrèze | 22 105 € | 4 271 € | 26 375 € | 63 903 € | 12 346 € | 76 249 € | 102 624 € |
| Corse du Sud | 0 € | 0 € | 0 € | 20 899 € | 4 038 € | 24 937 € | 24 937 € |
| Haute-Corse | 0 € | 0 € | 0 € | 21 569 € | 4 167 € | 25 736 € | 25 736 € |
| Côte d'Or | 0 € | 0 € | 0 € | 216 895 € | 41 904 € | 258 799 € | 258 799 € |
| Côtes d'Armor | 0 € | 0 € | 0 € | 206 580 € | 39 911 € | 246 491 € | 246 491 € |
| Creuse | -1 € | 0 € | -1 € | 23 846 € | 4 607 € | 28 453 € | 28 452 € |
| Dordogne | 0 € | 0 € | 0 € | 82 391 € | 15 918 € | 98 309 € | 98 309 € |
| Doubs | 0 € | 0 € | 0 € | 181 795 € | 35 123 € | 216 918 € | 216 918 € |
| Drôme | 45 148 € | 8 722 € | 53 870 € | 136 916 € | 26 452 € | 163 368 € | 217 238 € |
| Eure | 0 € | 0 € | 0 € | 200 953 € | 38 824 € | 239 777 € | 239 777 € |
| Eure-et-Loir | 0 € | 0 € | 0 € | 145 892 € | 28 186 € | 174 078 € | 174 078 € |
| Finistère | -1 € | 0 € | -1 € | 173 221 € | 33 466 € | 206 687 € | 206 686 € |
| Gard | 0 € | 0 € | 0 € | 112 534 € | 21 741 € | 134 275 € | 134 275 € |
| Haute-Garonne | 0 € | 0 € | 0 € | 338 941 € | 65 483 € | 404 424 € | 404 424 € |
| Gers | 0 € | 0 € | 0 € | 42 736 € | 8 257 € | 50 993 € | 50 993 € |
| Gironde | 0 € | 0 € | 0 € | 430 173 € | 83 109 € | 513 282 € | 513 282 € |

ANNEXE N°9

Le versement non pérenne de compensation résultant pour les départements de l'accroissement de leurs charges dans le domaine de la formation des assistants maternels

| Département | Régularisation de la compensation au titre de l'année 2007 | | | Montant de la compensation due au titre de l'année 2008 | | | Total mesure LFR 2008 |
|----------------------|--|---|-----------|---|---|-------------|-----------------------|
| | Formation initiale obligatoire | Formation d'initiation aux gestes de secourisme | Total | Formation initiale obligatoire | Formation d'initiation aux gestes de secourisme | Total | |
| Hérault | 1 € | 0 € | 1 € | 196 800 € | 38 022 € | 234 822 € | 234 823 € |
| Ille et Vilaine | 120 840 € | 23 346 € | 144 186 € | 376 720 € | 72 782 € | 449 502 € | 593 688 € |
| Indre | 0 € | 0 € | 0 € | 67 788 € | 13 097 € | 80 885 € | 80 885 € |
| Indre et Loire | 0 € | 0 € | 0 € | 247 038 € | 47 728 € | 294 766 € | 294 766 € |
| Isère | 293 794 € | 56 761 € | 350 555 € | 458 173 € | 88 519 € | 546 692 € | 897 247 € |
| Jura | 0 € | 0 € | 0 € | 95 386 € | 18 428 € | 113 814 € | 113 814 € |
| Landes | 1 € | 0 € | 1 € | 73 549 € | 14 210 € | 87 759 € | 87 760 € |
| Loir-et-Cher | 0 € | 0 € | 0 € | 128 744 € | 24 873 € | 153 617 € | 153 617 € |
| Loire | 93 108 € | 17 988 € | 111 096 € | 265 526 € | 51 299 € | 316 825 € | 427 921 € |
| Haute-Loire | 22 104 € | 4 270 € | 26 375 € | 62 295 € | 12 035 € | 74 330 € | 100 705 € |
| Loire-Atlantique | 0 € | 0 € | 0 € | 513 636 € | 99 234 € | 612 870 € | 612 870 € |
| Loiret | 90 831 € | 17 548 € | 108 379 € | 257 488 € | 49 746 € | 307 234 € | 415 613 € |
| Lot | 15 407 € | 2 976 € | 18 383 € | 39 521 € | 7 635 € | 47 156 € | 65 539 € |
| Lot et Garonne | 0 € | 0 € | 0 € | 83 328 € | 16 099 € | 99 427 € | 99 427 € |
| Lozère | 6 565 € | 1 268 € | 7 833 € | 13 933 € | 2 692 € | 16 625 € | 24 458 € |
| Maine et Loire | 0 € | 0 € | 0 € | 281 334 € | 54 354 € | 335 688 € | 335 688 € |
| Manche | 0 € | 0 € | 0 € | 173 623 € | 33 544 € | 207 167 € | 207 167 € |
| Marne | 0 € | 0 € | 0 € | 150 179 € | 29 014 € | 179 193 € | 179 193 € |
| Haute-Marne | 0 € | 0 € | 0 € | 82 123 € | 15 866 € | 97 989 € | 97 989 € |
| Mayenne | 35 100 € | 6 781 € | 41 881 € | 110 926 € | 21 431 € | 132 357 € | 174 238 € |
| Meurthe et Moselle | 0 € | 0 € | 0 € | 171 212 € | 33 078 € | 204 290 € | 204 290 € |
| Meuse | 0 € | 0 € | 0 € | 61 492 € | 11 880 € | 73 372 € | 73 372 € |
| Morbihan | 66 315 € | 12 812 € | 79 127 € | 202 427 € | 39 109 € | 241 536 € | 320 663 € |
| Moselle | 0 € | 0 € | 0 € | 336 127 € | 64 940 € | 401 067 € | 401 067 € |
| Nièvre | 25 990 € | 5 021 € | 31 011 € | 72 745 € | 14 054 € | 86 799 € | 117 810 € |
| Nord | 482 287 € | 93 177 € | 575 464 € | 1 144 494 € | 221 115 € | 1 365 609 € | 1 941 073 € |
| Oise | 200 952 € | 38 824 € | 239 777 € | 322 462 € | 62 300 € | 384 762 € | 624 539 € |
| Orne | 0 € | 0 € | 0 € | 71 137 € | 13 744 € | 84 881 € | 84 881 € |
| Pas de Calais | 302 769 € | 58 495 € | 361 264 € | 445 044 € | 85 982 € | 531 026 € | 892 290 € |
| Puy de Dôme | 147 098 € | 28 419 € | 175 517 € | 210 867 € | 40 739 € | 251 606 € | 427 123 € |
| Pyrénées Atlantiques | 0 € | 0 € | 0 € | 140 399 € | 27 125 € | 167 524 € | 167 524 € |
| Hautes-Pyrénées | 10 449 € | 2 019 € | 12 468 € | 37 645 € | 7 273 € | 44 918 € | 57 386 € |
| Pyrénées-Orientales | 20 095 € | 3 883 € | 23 978 € | 64 171 € | 12 398 € | 76 569 € | 100 547 € |
| Bas-Rhin | 241 814 € | 46 718 € | 288 531 € | 363 725 € | 70 271 € | 433 996 € | 722 527 € |

ANNEXE N°9

Le versement non pérenne de compensation résultant pour les départements de l'accroissement de leurs charges dans le domaine de la formation des assistants maternels

| Département | Régularisation de la compensation au titre de l'année 2007 | | | Montant de la compensation due au titre de l'année 2008 | | | Total mesure LFR 2008 |
|-----------------------|--|---|--------------------|---|---|---------------------|-----------------------|
| | Formation initiale obligatoire | Formation d'initiation aux gestes de secourisme | Total | Formation initiale obligatoire | Formation d'initiation aux gestes de secourisme | Total | |
| Haut-Rhin | 0 € | 0 € | 0 € | 158 217 € | 30 567 € | 188 784 € | 188 784 € |
| Rhône | 0 € | 0 € | 0 € | 488 851 € | 94 446 € | 583 297 € | 583 297 € |
| Haute-Saône | 47 425 € | 9 162 € | 56 587 € | 153 930 € | 29 739 € | 183 669 € | 240 256 € |
| Saône et Loire | 0 € | 0 € | 0 € | 176 035 € | 34 010 € | 210 045 € | 210 045 € |
| Sarthe | 96 323 € | 18 610 € | 114 933 € | 292 453 € | 56 502 € | 348 955 € | 463 888 € |
| Savoie | 101 816 € | 19 671 € | 121 487 € | 161 432 € | 31 189 € | 192 621 € | 314 108 € |
| Haute-Savoie | 75 692 € | 14 624 € | 90 316 € | 166 523 € | 32 172 € | 198 695 € | 289 011 € |
| Paris | 0 € | 0 € | 0 € | 92 572 € | 17 885 € | 110 457 € | 110 457 € |
| Seine Maritime | 144 284 € | 27 875 € | 172 159 € | 411 953 € | 79 589 € | 491 542 € | 663 701 € |
| Seine et Marne | 120 304 € | 23 243 € | 143 547 € | 387 571 € | 74 879 € | 462 450 € | 605 997 € |
| Yvelines | 0 € | 0 € | 0 € | 286 827 € | 55 415 € | 342 242 € | 342 242 € |
| Deux-Sèvres | 1 € | 0 € | 1 € | 99 807 € | 19 283 € | 119 090 € | 119 091 € |
| Somme | 80 247 € | 15 503 € | 95 750 € | 229 220 € | 44 285 € | 273 505 € | 369 255 € |
| Tarn | 21 301 € | 4 116 € | 25 417 € | 56 401 € | 10 897 € | 67 298 € | 92 715 € |
| Tarn et Garonne | 17 952 € | 3 469 € | 21 421 € | 48 363 € | 9 344 € | 57 707 € | 79 128 € |
| Var | 1 € | 0 € | 1 € | 142 811 € | 27 591 € | 170 402 € | 170 403 € |
| Vaucluse | 0 € | 0 € | 0 € | 87 883 € | 16 979 € | 104 862 € | 104 862 € |
| Vendée | 0 € | 0 € | 0 € | 236 856 € | 45 761 € | 282 617 € | 282 617 € |
| Vienne | 0 € | 0 € | 0 € | 120 706 € | 23 320 € | 144 026 € | 144 026 € |
| Haute-Vienne | 0 € | 0 € | 0 € | 114 677 € | 22 156 € | 136 833 € | 136 833 € |
| Vosges | 58 545 € | 11 311 € | 69 855 € | 163 174 € | 31 525 € | 194 699 € | 264 554 € |
| Yonne | 0 € | 0 € | 0 € | 93 242 € | 18 014 € | 111 256 € | 111 256 € |
| Territoire de Belfort | 33 224 € | 6 419 € | 39 643 € | 50 506 € | 9 758 € | 60 264 € | 99 907 € |
| Essonne | 109 854 € | 21 224 € | 131 078 € | 366 270 € | 70 763 € | 437 033 € | 568 111 € |
| Hauts-de-Seine | -1 € | 0 € | -1 € | 232 703 € | 44 958 € | 277 661 € | 277 660 € |
| Seine-Saint-Denis | 0 € | 0 € | 0 € | 267 937 € | 51 765 € | 319 702 € | 319 702 € |
| Val de Marne | 0 € | 0 € | 0 € | 200 953 € | 38 824 € | 239 777 € | 239 777 € |
| Val d'Oise | -1 € | 0 € | -1 € | 319 113 € | 61 652 € | 380 765 € | 380 764 € |
| Guadeloupe | 1 € | 0 € | 1 € | 14 201 € | 2 744 € | 16 945 € | 16 946 € |
| Martinique | 0 € | 0 € | 0 € | 14 469 € | 2 795 € | 17 264 € | 17 264 € |
| Guyane | 0 € | 0 € | 0 € | 24 114 € | 4 659 € | 28 773 € | 28 773 € |
| Réunion | 25 990 € | 5 022 € | 31 012 € | 47 291 € | 9 137 € | 56 428 € | 87 440 € |
| Total | 3 280 625 € | 633 818 € | 3 914 443 € | 17 631 207 € | 3 406 342 € | 21 037 549 € | 24 951 992 € |